



PAGESJAUNES GROUPE

Comptes consolidés au 31/12/2004 (IFRS)

Conseil d'administration du 22 septembre 2005

PagesJaunes Groupe,
Société anonyme à Conseil d'administration au capital de 55 757 922 euros
Siège social : 7 avenue de la Cristallerie – 92317 Sèvres Cedex
R.C.S. Nanterre 552 028 425

Description de l'activité	3
Compte de résultat consolidé IFRS	4
Bilan consolidé IFRS	5
Tableau de variation des capitaux propres consolidés IFRS	6
Tableau des flux de trésorerie consolidé	7
Note 1 - Contexte de la publication	9
Note 2 - Impacts de la première adoption des IFRS	11
Note 3 - Principes comptables	21
Note 4 - Information sectorielle	30
Note 5 - Information complémentaire à périmètre constant	32
Note 6 - Variation du périmètre de consolidation	33
Note 7 - Chiffre d'affaires	34
Note 8 - Autres produits opérationnels	34
Note 9 - Charges de personnel	35
Note 10 - Résultat financier	35
Note 11 - Impôt sur les sociétés	36
Note 12 - Résultat par action	37
Note 13 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées	37
Note 14 - Autres immobilisations incorporelles	38
Note 15 - Immobilisations corporelles	38
Note 16 - Titres mis en équivalence	39
Note 17 - Autres actifs financiers non courants	40
Note 18 - Stocks nets	40
Note 19 - Créances clients	40
Note 20 - Autres créances	41
Note 21 - Charges constatées d'avance et autres actifs courants	41
Note 22 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs	41
Note 23 - Capitaux propres	41
Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres dettes courantes	43
Note 25 - Stock options	46
Note 26 - Endettement financier brut, disponibilités	47
Note 27 - Produits constatés d'avance	48
Note 28 - Transactions avec des parties liées	48
Note 29 - Obligations contractuelles et engagements hors bilan	50
Note 30 - Litiges	51

Note 31 - Evènements postérieurs à la clôture	53
Note 32 - Périmètre de consolidation	54

Description de l'activité

Le Groupe PagesJaunes offre depuis plus de cinquante ans une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels avec comme cœur de métier les annuaires en France et à l'international.

Dans le cadre des comptes présentés, sauf indication contraire, les termes la « société » et « PagesJaunes SA » se réfère à PagesJaunes SA, les termes « PagesJaunes Groupe » et « la société » font référence à la société PagesJaunes Groupe et les termes « PagesJaunes », « le Groupe » et « Groupe PagesJaunes » se réfèrent à PagesJaunes Groupe et à ses filiales consolidées.

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE IFRS

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)

	Notes	Exercice clos le 31 décembre 2004
Chiffre d'affaires net	7	967 160
Achats externes		(317 582)
Autres produits opérationnels	8	55 249
Autres charges opérationnelles		(28 353)
Frais de personnel : - Salaires et charges	9	(268 992)
Marge Brute Opérationnelle		407 482
- Participation des salariés	9	(29 926)
- Rémunération en actions	9	(25 274)
Dotation aux amortissements		(10 066)
Perte de valeur des écarts d'acquisition		0
Perte de valeur des immobilisations		0
Résultat cession d'actifs		(363)
Coût des restructurations		0
Résultat des entités mises en équivalence		774
Résultat d'exploitation		342 627
Produits financiers		20 784
Charges financières		(444)
Gain (perte) de change		(51)
Résultat financier	10	20 289
Impôt sur les sociétés	11	(149 314)
Résultat net		213 602
Attribuable aux :		
- Actionnaires de l'entité PagesJaunes Groupe		213 602
- Intérêts minoritaires		0
Résultat par action (en euros)	12	
Résultat net		
- de base		0,77
- dilué		0,76

BILAN CONSOLIDE IFRS

(Montants en milliers d'euros)

	Notes	Au 31 décembre 2004	Au 1er janvier 2004
ACTIF			
Ecarts d'acquisition nets	13	77 475	1 198
Autres immobilisations incorporelles nettes	14	8 419	3 607
Immobilisations corporelles nettes	15	16 816	15 321
Titres mis en équivalence	16	15 493	2 504
Autres actifs financiers non courants	17	3 784	1 740
Impôts différés actifs nets	11	26 144	24 542
Total des actifs non courants		148 131	48 912
Stocks nets	18	12 373	6 836
Créances clients nettes	19	430 793	371 791
Autres créances	20	26 784	20 695
Impôt courant		133	26 979
Charges constatées d'avance et autres actifs courants	21	57 410	54 346
Autres actifs financiers courants		861	12 457
Disponibilités	26	644 077	581 935
Total des actifs courants		1 172 431	1 075 039
TOTAL ACTIF		1 320 562	1 123 951
PASSIF			
Capital social		55 758	54 810
Prime d'émission		68 335	42 249
Réserves		49 848	235 159
Résultat net		213 602	
Ecarts de conversion		0	0
Capitaux propres	23	387 543	332 218
Emprunts obligataires ou échangeables		0	0
Dettes financières et dérivés long terme	26	32	0
Avantages au personnel - non courants	24	22 062	17 176
Provisions - non courantes	24	8 329	7 690
Total des passifs non courants		30 423	24 866
Part à moins d'un an des dettes financières à long et moyen terme	26	3 822	3 812
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	26	10 730	11 559
Intérêts courus non échus		18	15
Provisions - courantes	24	236	4 145
Dettes fournisseurs		107 026	107 251
Avantages au personnel - courants	24	82 021	78 673
Divers à payer	24	87 157	78 458
Autres passifs courants		4 104	1 654
Dettes d'impôt sur les sociétés	11	72 112	15 966
Produits constatés d'avance	27	535 370	465 334
Total des passifs courants		902 596	766 867
TOTAL PASSIF		1 320 562	1 123 951

VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS IFRS

(Montants en milliers d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultat & Réserves	Total Capitaux propres
Solde au 1er janvier 2004	54 810	42 249	235 159	332 218
Augmentation de capital	948	68 335		69 283
Résultat de l'exercice 2004			213 602	213 602
Rémunération en actions			8 399	8 399
Distribution de dividendes		(42 249)	(193 710)	(235 959)
Solde au 31 décembre 2004	55 758	68 335	263 450	387 543

Tableau des flux de trésorerie

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	Notes	31 décembre 2004
Résultat net consolidé part du Groupe		213 602
Amortissements des immobilisations	14 & 15	10 065
+ ou - values sur cessions d'actifs		411
Variation des provisions		(4 081)
Résultats non distribués des sociétés mises en équivalence		512
Charge d'impôts de l'exercice	11	150 893
Impôts différés	11	(1 579)
Intérêts minoritaires		0
Ecart de change non réalisé		0
Autres éléments non monétaires		0
Rémunération en actions	2.6.3	24 124
Diminution (augmentation) des stocks		(5 086)
Diminution (augmentation) des créances clients		(36 325)
Diminution (augmentation) des autres créances		18 138
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs		(10 810)
Augmentation (diminution) des autres dettes		70 229
Impôts versés		(67 859)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité		362 234
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations	14 & 15	(8 376)
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels		215
Acquisitions de titres de participation et de filiales, nettes de la trésorerie acquise	6	(21 981)
Investissements dans les MEE	6	(13 500)
Produits des cessions de titres de participation et de filiales, nets de la trésorerie cédée		0
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs LT	26	11 509
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement		(32 133)
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme	26	(89 326)
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts CT	26	(1 167)
Augmentation de capital	23	58 492
Dividendes versés	23	(235 958)
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement		(267 959)
Variation nette des disponibilités et quasi disponibilités		62 142
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités		0
Disponibilités et quasi disponibilités à l'ouverture		581 935
Disponibilités et quasi disponibilités à la clôture	26	644 077

Note 1 - Contexte de la publication

1.1 Etablissement des informations financières 2004 aux normes IFRS

En application du règlement européen n° 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les comptes consolidés au titre de l'exercice 2005 seront établis selon les normes comptables internationales IAS/IFRS.

Les premiers comptes publiés selon les normes IAS/IFRS seront ceux de l'exercice 2005 présentés avec en comparatif l'exercice 2004 établi selon le même référentiel.

En vue de la publication de ces états comparatifs pour l'exercice 2005 et conformément à la recommandation de l'AMF relative à la communication financière pendant la période de transition, le Groupe a préparé des informations financières 2004 sur la transition aux normes IAS/IFRS présentant à titre préliminaire l'impact chiffré attendu au passage aux IFRS sur :

- le bilan à la date de transition, soit le 1er janvier 2004, date à laquelle les impacts définitifs de la transition seront enregistrés en capitaux propres lors de la publication des comptes consolidés 2005,
- la situation financière au 31 décembre 2004 et la performance de l'exercice 2004.

Ces informations financières 2004 sur l'impact chiffré attendu du passage aux IFRS ont été préparées en appliquant aux données 2004 les normes et interprétations IFRS que le Groupe estime devoir appliquer pour la préparation de ses comptes consolidés comparatifs au 31 décembre 2005. La base de préparation de ces informations financières 2004 décrite en note 2 résulte en conséquence :

- des normes et interprétations IFRS applicables de manière obligatoire au 31 décembre 2005 telles qu'elles sont connues à ce jour ;
- des normes et interprétations IFRS d'application obligatoire postérieure à 2005 pour lesquelles le Groupe a décidé d'une application anticipée ;
- de la résolution que le Groupe anticipe à ce jour des questions techniques et des projets en cours discutés par l'IASB et l'IFRIC et qui pourraient devoir être applicables lors de la publication des comptes consolidés de l'exercice 2005 ;
- des options retenues et des exemptions utilisées qui sont celles que le groupe retiendra selon toute vraisemblance pour l'établissement de ses premiers comptes consolidés IFRS en 2005.

Pour toutes ces raisons, il est possible que le bilan de clôture préliminaire ne soit pas le bilan d'ouverture à partir duquel les comptes consolidés de l'exercice 2005 seront arrêtés.

Ces informations ont fait l'objet d'un examen par le Conseil d'administration du 22 septembre 2005. Ces informations complètent celles qui ont fait l'objet d'un examen par le Conseil d'administration du 26 avril 2005.

1.2 Organisation du projet de conversion

Dans ce contexte, PagesJaunes Groupe au sein de la démarche conduite par France Telecom a mis en place un projet de conversion aux normes internationales (IAS / IFRS) en juillet 2003, ayant permis d'identifier et de traiter les principales différences de méthodes comptables en date de décembre 2004, de lancer les travaux de préparation d'un bilan d'ouverture préliminaire au 1^{er} janvier 2004 ainsi que les retraitements des flux mensuels de l'exercice 2004. Ce projet est mené dans le cadre d'un programme plus large qui vise à enrichir le reporting de gestion et a permis la mise en place un nouvel outil de consolidation et un nouveau référentiel commun à l'ensemble du Groupe. Afin d'assurer l'homogénéité des politiques comptables et de leur mise en œuvre au sein de France Télécom, le projet de conversion IFRS est mené par une équipe centrale qui anime l'ensemble du projet pour le Groupe et les sous-groupes, dont PagesJaunes Groupe.

PagesJaunes Groupe bénéficie des principales instances de suivi en place pour assurer le succès du projet et mesurer son avancement sont :

- un Comité de Pilotage Programme avec les principaux acteurs du Groupe et des sous-groupes ;
- un Comité Technique en charge de la validation préalable des points et options techniques IFRS, réunissant les principaux acteurs du Groupe, des sous-groupes et les Commissaires aux Comptes ;
- un Comité Stratégique Programme, commun au projet IFRS, au nouvel outil de consolidation et au nouveau reporting de gestion, réunissant les Directeurs Exécutifs et la Direction Financière ;
- le Comité d'audit qui a examiné les options comptables retenues par le Groupe.

Par ailleurs, ces travaux sont complétés par des travaux complémentaires réalisés au sein de PagesJaunes Groupe et son Comité d'audit.

Note 2 - Impacts de la première adoption des IFRS

Cette note détaille d'une part, les principes retenus pour l'établissement du bilan d'ouverture préliminaire IFRS au 1^{er} janvier 2004, d'autre part, les divergences avec les principes comptables français antérieurement appliqués ainsi que leurs effets sur les bilans préliminaires au 1^{er} janvier 2004 et 31 décembre 2004 et sur les résultats préliminaires de l'exercice 2004.

Les informations financières 2004 sur la transition IFRS sont établies conformément aux dispositions de la norme IFRS 1 « Première adoption des IFRS » et des normes IFRS/IAS applicables au 31 décembre 2005, telles que publiées par l'IASB au 31 décembre 2004. Elles sont établies conformément aux normes IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation » et IAS 32 « Instruments financiers : informations à fournir et présentation ». Le Groupe a opté pour l'application de ces deux normes dès le 1er janvier 2004. En revanche, le Groupe n'a pas opté à ce stade pour une application anticipée des amendements relatifs à IAS 19 « Avantages du personnel ».

Par ailleurs, le Groupe a décidé d'appliquer par anticipation IFRIC 4 « Determining whether an arrangement contains a lease » . Cette interprétation d'application obligatoire à compter des exercices ouverts à partir du 1er janvier 2006, peut, sur option, être appliquée de façon anticipée. Il est à noter que bien que cette interprétation ne soit pas encore adoptée par la Commission Européenne, elle a reçu un avis favorable de l'EFRAG.

2.1 Options et positions comptables retenues par le Groupe PagesJaunes Groupe

La norme IFRS 1 relative à la première adoption des IFRS prévoit des dispositions spécifiques pour la mise en œuvre du référentiel comptable international. Le Groupe a retenu les options comptables suivantes :

Évaluation des actifs corporels et incorporels à leur juste valeur

PagesJaunes Groupe a choisi d'utiliser la valeur historique comme base de valorisation pour les immobilisations corporelles et incorporelles dans le cadre de la construction du bilan d'ouverture 2004 conformément à l'IAS 16 et IAS 38.

Stock options et autres paiements fondés sur des actions

Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » pour les plans dénoués en actions et en trésorerie ; de ce fait tous les plans, même ceux émis avant le 7 novembre 2002, sont comptabilisés selon les principes comptables définis par IFRS 2.

Regroupements d'entreprises

Selon l'option offerte par la norme IFRS 1, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

Les autres options prévues par la norme IFRS 1 n'ont pas été retenues par le Groupe.

2.2 Impacts sur les capitaux propres et le résultat net 2004

Passage normes françaises => normes IFRS

	<u>Capitaux propres à l'ouverture</u>	<u>Capitaux propres à la clôture</u>	<u>Dont résultat net 2004</u>
Normes françaises	332 358	383 375	233 418
Reconnaissance du revenu	(140)		140
Amortissement écart d'acquisition		4 168	4 168
Rémunération en actions			(24 124)
Normes IFRS	332 218	387 543	213 602

2.3 Impacts sur le résultat 2004

Impacts sur le résultat 2004

(Montants en milliers d'euros, excepté les données relatives aux actions)

Passage compte de résultat normes françaises => normes IFRS

Détail de l'écart par norme

	Normes françaises publication 2004	IFRS	Ecarts	IAS18 / SIC31 2.6.1	IFRS3 2.6.2	IFRS2 2.6.3	IAS1 (Reclassements) 2.6.5	Autre
	2 004	2004						
Chiffre d'affaires net	973 122	967 160	(5 962)	(5 962)				0
Achats externes	(323 544)	(317 582)	5 962	5 962				0
Autres produits et charges opérationnels	32 055	26 896	(5 159)				(5 313)	154
Frais de personnel : - Salaires et charges	(265 649)	(268 992)	(3 343)				(3 343)	0
Marge Brute Opérationnelle	415 984	407 482	(8 502)	0			(8 656)	154
- Participation des salariés		(29 926)	(29 926)				(29 926)	0
- Rémunération en actions		(25 274)	(25 274)		(24 124)		(1 150)	0
Dotation aux amortissements	(10 066)	(10 066)	0					
Perte de valeur des écarts d'acquisition		0	0					
Perte de valeur des immobilisations		0	0					
Résultat cession d'actifs		(363)	(363)				(363)	0
Coût des restructurations		0	0					
Résultat des entités mises en équivalence		774	774				774	0
Résultat d'exploitation	405 918	342 627	(63 291)		(24 124)		(39 321)	154
Produits financiers	20 434	20 784	350				350	0
Charges financières	(444)	(444)	0					
Gain (perte) de change	(53)	(51)	2				2	0
Résultat financier	19 937	20 289	352				352	0
Résultat des entités mises en équivalence	774		(774)				(774)	0
Autres produits (charges) non opérationnels, nets	(9 817)		9 817				9 817	0
Participation des salariés	(29 926)		29 926				29 926	0
Amortissement des écarts d'acquisition	(4 168)		4 168		4 168			0
Impôt sur les sociétés	(149 300)	(149 314)	(14)					(14)
Résultat net	233 418	213 602	(19 816)		4 168	(24 124)	0	140
Résultat par action (en euros)								
Résultat net part du Groupe								
- de base	0.84	0.77	(0.07)					
- dilué	0.83	0.76	(0.07)					

2.4 Impacts sur le bilan au 1er janvier 2004

Passage bilan d'ouverture au 1^{er} Janvier 2004 - Actif

Bilan normes françaises		Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS
Ecarts d'acquisition nets	1 198			1 198	Ecarts d'acquisition nets
Immobilisations incorporelles nettes	558	3 049		3 607	Autres Immobilisations incorporelles nettes
Immobilisations corporelles	18 370	(3 049)		15 321	Immobilisations corporelles nettes
Titres mis en équivalence	2 504			2 504	Titres mis en équivalence
Titres de participation nets	388	(388)		0	Actifs disponibles à la vente
Autres actifs à long terme nets	1 352	388		1 740	Autres actifs financiers non courants
Impôts différés à long terme nets	6 508	18 034		24 542	Impôts différés actifs nets
Total de l'actif immobilisé	30 878	18 034	0	48 912	Total de l'actif non courant
Stock nets	7 112		(276)	6 836	Stock nets
Créances clients nettes de provision	371 791			371 791	Créances clients nettes
Impôts différés à court terme nets	18 034	(18 034)		0	
Autres créances & Charges constatées d'avance	102 745	(102 745)			
		20 695		20 695	Autres créances
		26 979		26 979	Impôts courants
		54 214	132	54 346	Charges constatées d'avance & autres actifs courants
Valeurs mobilières de placement	11 600	857		12 457	Autres actifs financiers courants
Disponibilités	581 935	0		581 935	Disponibilités
Total de l'actif circulant	1 093 217	(18 034)	(144)	1 075 039	Total Actif courant
Total de l'actif	1 124 095	(0)	(144)	1 123 951	Total de l'actif

Passage bilan d'ouverture au 1^{er} Janvier 2004 – Passif

Bilan normes françaises	Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS	
Capital social	54 810		54 810	Capital social	
Primes liées au capital	42 249		42 249	Prime d'émission	
Réserves	235 299	4	(144)	235 159	Réserves
Réserves de conversion	0		0	Réserves de conversion	
Capitaux propres	332 358	4	(144)	332 218	Capitaux propres
Emprunts obligataires	0		0	Emprunts obligataires ou échangeables	
Autres dettes financières à long et moyen terme	0		0	Dettes financières et dérivés long terme	
Autres dettes à long terme	24 805	(24 805)			
		17 176	17 176	Avantages au personnel - non courants	
		7 690	7 690	Provisions - non courantes	
			0	Autres passifs - non courants	
			0	Impôts différés passifs	
Total des dettes à long terme	24 805	61	24 866	Total Dettes non courantes	
Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	3 822	(10)	3 812	Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	11 559		11 559	Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	
		15	15	Intérêts courus non échus	
		4 145	4 145	Provisions - courantes	
Dettes fournisseurs	107 312	(61)	107 251	Dettes fournisseurs	
		78 673	78 673	Avantages au personnel - courants	
Charges à payer et autres provisions à court terme	177 247	(177 247)			
		78 458	78 458	Divers à payer	
		1 654	1 654	Autres passifs courants	
		15 966	15 966	Dettes d'impôt sur les sociétés	
Autres dettes	1 654	(1 654)			
Produits constatés d'avance	465 338	(4)	465 334	Produits constatés d'avance	
Total des dettes à court terme	766 932	(65)	766 867	Total des passifs courants	
Total du passif	1 124 095	0	(144)	1 123 951	Total du passif

2.5 Impacts sur bilan au 31 décembre 2004

Passage bilan de clôture au 31 décembre 2004 – Actif

Bilan normes françaises	Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS	
Ecarts d'acquisition nets	73 307		4 168	77 475	Ecarts d'acquisition nets
Immobilisations incorporelles nettes	2 092	6 327		8 419	Autres Immobilisations incorporelles nettes
Immobilisations corporelles	23 143	(6 327)		16 816	Immobilisations corporelles nettes
Titres mis en équivalence	15 493			15 493	Titres mis en équivalence
Titres de participation nets	2 263	(2 263)		0	Actifs disponibles à la vente
Autres actifs à long terme nets	1 521	2 263		3 784	Autres actifs financiers non courants
Impôts différés à long terme nets	9 016	17 128		26 144	Impôts différés actifs nets
Total de l'actif immobilisé	126 835	17 128	4 168	148 131	Total de l'actif non courant
Stock nets	12 373			12 373	Stock nets
Créances clients nettes de provision	430 793			430 793	Créances clients nettes
Impôts différés à court terme nets	17 128	(17 128)		0	
Autres créances & Charges constatées d'avance	84 924	(84 924)			
		26 784		26 784	Autres créances
		133		133	Impôts courants
		57 410		57 410	Charges constatées d'avance & autres actifs courants
Valeurs mobilières de placement	264	597		861	Autres actifs financiers courants
Disponibilités	644 077			644 077	Disponibilités
Total de l'actif circulant	1 189 559	(17 128)	0	1 172 431	Total Actif courant
Total de l'actif	1 316 394	0	4 168	1 320 562	Total de l'actif

Passage bilan de clôture au 31 décembre 2004 – Passif

Bilan normes françaises	Reclassements	Retraitements IFRS	IFRS	Bilan normes IFRS	
Capital social	55 758		55 758	Capital social	
Primes liées au capital	52 610	15 725	68 335	Prime d'émission	
Réserves	41 589	8 259	49 848	Réserves	
Résultat net part du groupe	233 418	(19 816)	213 602	Résultat net part du groupe	
Réserves de conversion	0		0	Réserves de conversion	
Capitaux propres	383 375	0	4 168	387 543	Capitaux propres
Emprunts obligataires	0		0	Emprunts obligataires ou échangeables	
Autres dettes financières à long et moyen terme	32		32	Dettes financières et dérivés long terme	
Autres dettes à long terme	30 391	(30 391)			
		22 062	22 062	Avantages au personnel - non courants	
		8 329	8 329	Provisions - non courantes	
			0	Autres passifs - non courants	
		0	0	Impôts différés passifs	
Total des dettes à long terme	30 423	0	0	30 423	Total Dettes non courantes
Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	3 822		3 822	Part à - d'un an des dettes financières à long et moyen terme LMT	
Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	10 730		10 730	Découverts bancaires et autres emprunts à court terme	
		18	18	Intérêts courus non échus	
		236	236	Provisions - courantes	
Dettes fournisseurs	107 026		107 026	Dettes fournisseurs	
		82 021	82 021	Avantages au personnel - courants	
Charges à payer et autres provisions à court terme	241 543	(241 543)			
		87 157	87 157	Divers à payer	
		4 104	4 104	Autres passifs courants	
		72 112	72 112	Dettes d'impôt sur les sociétés	
Autres dettes	4 104	(4 104)			
Produits constatés d'avance	535 371	(1)	535 370	Produits constatés d'avance	
Total des dettes à court terme	902 596	0	902 596	Total des passifs courants	
Total du passif	1 316 394	0	4 168	1 320 562	Total du passif

2.6 Description des principaux retraitements IFRS

2.6.1 Chiffre d'affaires

Le compte de résultat consolidé IFRS 2004 présente un chiffre d'affaires diminué de 6 millions d'euros par rapport au chiffre d'affaires publié selon les normes françaises en raison des changements de présentation de certaines charges en déduction du chiffre d'affaires :

- Impact négatif de 2 millions d'euros au titre du reclassement en réduction du chiffre d'affaires des échanges de publicité,
- Impact négatif de 4 millions d'euros au titre du reclassement en réduction du chiffre d'affaires de la redevance de régie Europages.

Ces éléments étaient comptabilisés en charges selon les normes françaises, il n'y a donc pas d'effet ni sur la marge brute opérationnelle ni sur le résultat net consolidé.

2.6.2 Amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition

Selon l'option offerte par la norme IFRS 1, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004. Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont plus amortis à compter du 1^{er} janvier 2004, ce qui génère un impact positif au compte de résultat de 4 millions d'euros (6 millions d'euros à périmètre constant en raison de l'acquisition de QDQ Media, voir note 5).

2.6.3 Stock options et offres réservées aux salariés

Stock options

Selon les principes comptables français, aucune charge de rémunération n'est constatée lors de l'attribution des stock options.

L'application de la norme IFRS 2 (« paiement fondé sur des actions ») a pour conséquence la comptabilisation en charges des options de souscription ou d'achat d'actions attribuées par France Telecom à ses employés, parmi lesquels des employés de PagesJaunes Groupe. Au compte de résultat IFRS 2004, les charges relatives aux options représentent 10 millions d'euros, la contrepartie de ce montant a été comptabilisée en capitaux propres, les plans étant dénoués en actions.

Offres réservées aux salariés

A la suite de l'ouverture du capital de PagesJaunes Groupe en juillet 2004, la Société a procédé à une augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe France Telecom. A l'issue de celle-ci, 4,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés.

Par ailleurs, à la suite de la cession par l'Etat de 10,85% du capital social de France Télécom S.A. intervenue le 7 septembre 2004, l'Etat a procédé, conformément à la loi du 6 août 1986 relative aux modalités de privatisation, à une offre d'actions réservée aux salariés et anciens salariés des groupes France Télécom et PagesJaunes Groupe. La période de souscription a été ouverte du 1^{er} au 13 décembre 2004. A l'issue de celle-ci, 28,7 millions d'actions ont été souscrites par l'ensemble des salariés dont 2,3 millions d'actions par les salariés de PagesJaunes Groupe. Le règlement-livraison des titres est intervenu le 20 janvier 2005.

En IFRS, pour ces deux opérations, le Groupe a valorisé l'avantage accordé aux salariés et anciens salariés à la juste valeur à la date d'attribution des droits en prenant en considération la période d'incessibilité. Au compte de résultat IFRS 2004, l'impact des offres est une charge complémentaire de 11 millions d'euros au titre de l'offre de France Telecom et de 3 millions d'euros au titre de l'offre PagesJaunes Groupe.

L'impact total relatif aux stock options et offres réservées aux salariés est donc de 24 millions d'euros, le montant total porté au compte de résultat (compte « rémunérations en actions ») est de 25 millions d'euros, une charge de 1 million d'euros ayant déjà été comptabilisée en normes françaises.

2.6.4 Principaux reclassements au bilan

Les comptes de bilan ont fait l'objet de reclassements afin de conformer leur présentation aux règles IFRS. Outre les reclassements décrits ci-dessus, les principaux reclassements au 1^{er} janvier 2004 sont les suivants :

- le solde net du poste « Logiciels » classé en immobilisations corporelles au bilan en normes françaises a été reclassé en immobilisations incorporelles pour 3 millions d'euros (6 millions d'euros à la clôture).
- le solde du poste « Autres créances et charges constatées d'avance » a été principalement reventilé sur 4 postes soit respectivement ;
 - en « Autres créances » pour 21 millions d'euros (27 millions d'euros à la clôture),
 - en « Impôts courants » pour 27 millions d'euros (0 à la clôture),
 - en « Charges constatées d'avance et autres actifs courants » pour 54 millions d'euros (57 millions d'euros à la clôture),
 - en « Autres actifs et dérivés court terme » pour 1 million d'euros (1 million d'euros à la clôture).
- Le solde du poste « Autres dettes à long terme » a été principalement reventilé sur 2 postes soit respectivement
 - en « Avantages du personnel non courant » pour 17 millions d'euros (22 millions d'euros à la clôture),
 - en « Provisions -non courant » pour 8 millions d'euros (8 millions d'euros à la clôture),
- Le solde du poste « Charges à payer et autres provisions à court terme » a été principalement reventilé sur 4 postes soit respectivement :
 - en « Provisions – courant » pour 4 millions d'euros (0 à la clôture),
 - en « Avantages du personnel – courant » pour 79 millions d'euros (82 millions d'euros à la clôture),
 - en « Divers à payer » pour 78 millions d'euros (87 millions d'euros à la clôture),
 - en « Dettes d'impôt sur les sociétés » pour 16 millions d'euros (72 millions d'euros à la clôture).
- Le solde du poste libellé en normes françaises « Autres dettes » est essentiellement reclassé en « Autres passifs courants ».
- Les impôts différés actifs et passifs sont présentés en IFRS dans une ligne spécifique et classés en non courants, ainsi le solde du poste libellé en normes françaises « Impôts différés court terme nets » à l'actif et au passif est reclassé en « Impôts différés actifs et passifs ».

2.6.5 Principaux reclassements au compte de résultat

Indépendamment des retraitements IFRS détaillés ci-dessus (reconnaissance des revenus, amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition, paiement fondé sur des actions), les agrégats du compte de résultat ont fait l'objet de reclassements afin de mettre en conformité leur présentation aux règles IFRS. Les principaux reclassements au 31 décembre 2004 concernent le résultat d'exploitation soit :

- la présentation de la participation des salariés en frais de personnel,
- la ventilation du solde négatif de 10 millions d'euros des « autres produits et charges non opérationnels » en normes françaises principalement en :
 - autres produits et charges opérationnels pour (5) millions d'euros incluant notamment les frais d'introduction en bourse de la Société,

- salaires et charges pour (4) millions d'euros,
- rémunérations en actions pour (1) millions d'euros.

2.7 Effets sur le tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2004

(Montants en milliers d'euros)	Exercice clos le 31 décembre 2004		
	Normes françaises	IFRS	Retraitements / reclassements
Résultat net consolidé part du Groupe	233 418	213 602	(19 816)
Amortissements des immobilisations	14 233	10 065	(4 168)
+ ou - values sur cessions d'actifs	411	411	0
Variation des provisions	(4 081)	(4 081)	0
Résultats non distribués des sociétés mises en équivalence	512	512	0
Charge d'impôts de l'exercice		150 893	150 893
Impôts différés	(1 579)	(1 579)	0
Intérêts minoritaires	0	0	0
Ecart de change non réalisé	0	0	0
Autres éléments non monétaires	0	0	0
Rémunération en actions		24 124	24 124
Diminution (augmentation) des stocks	(4 810)	(5 086)	(276)
Diminution (augmentation) des créances clients	(36 325)	(36 325)	0
Diminution (augmentation) des autres créances	18 006	18 138	132
Augmentation (diminution) des dettes fournisseurs	(10 810)	(10 810)	0
Augmentation (diminution) des autres dettes	153 259	70 229	(83 030)
Impôts versés		(67 859)	(67 859)
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	362 234	362 234	0
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles nettes de la variation des fournisseurs d'immobilisations	(8 376)	(8 376)	0
Produits de cessions d'actifs corporels et incorporels	215	215	0
Acquisitions de titres de participation et de filiales, nettes de la trésorerie acquise	(21 981)	(21 981)	0
Investissements dans les MEE	(13 500)	(13 500)	0
Produits des cessions de titres de participation et de filiales, nets de la trésorerie cédée	0	0	0
Diminutions (augmentations) des valeurs mobilières et autres actifs LT	11 509	11 509	0
Flux nets de trésorerie affectés aux opérations d'investissement	(32 133)	(32 133)	0
Augmentation (diminution) des emprunts à long terme	(89 326)	(89 326)	0
Augmentation (diminution) des découverts bancaires et des emprunts CT	(1 167)	(1 167)	0
Augmentation de capital	58 492	58 492	0
Dividendes versés	(235 958)	(235 958)	0
Flux nets de trésorerie liés aux opérations de financement	(267 959)	(267 959)	0
Variation nette des disponibilités et quasi disponibilités	62 142	62 142	0
Incidence des variations des taux de change sur les disponibilités	0	0	0
Disponibilités et quasi disponibilités à l'ouverture	581 935	581 935	0
Disponibilités et quasi disponibilités à la clôture	644 077	644 077	0

L'application des normes IFRS n'a pas d'incidence ni sur la variation ni sur le solde des disponibilités.

Note 3 - Principes comptables

3.1 Bases de préparation des états financiers

Pour préparer les états financiers conformément aux IFRS la direction de PagesJaunes Groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

La direction évalue ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations de la valeur comptable des éléments d'actifs et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Par ailleurs, certaines normes du référentiel comptable de l'IASB prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs ; le Groupe a ainsi choisi :

- de conserver la méthode de comptabilisation des stocks à leur coût initial déterminé selon le coût unitaire moyen pondéré, comme le prévoit la norme IAS 2 « Stocks » ;
- la méthode d'évaluation au coût historique amorti des immobilisations corporelles et incorporelles et n'a pas choisi de réévaluer ses immobilisations corporelles et incorporelles à chaque date de clôture ;
- d'enregistrer les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement ;
- de conserver la méthode de consolidation des entreprises contrôlées conjointement selon la méthode de l'intégration proportionnelle, comme prévu par la norme IAS 31 « Participations dans des co-entreprises ».

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction du Groupe fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- traduisent la réalité économique des transactions,
- soient neutres,
- soient prudents,
- et soient complets dans tous leurs aspects significatifs.

3.2 Consolidation

Les filiales sur lesquelles PagesJaunes Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

Les participations dans lesquelles PagesJaunes Groupe exerce un contrôle conjoint avec un nombre limité d'autres actionnaires sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle.

Les participations non contrôlées par PagesJaunes Groupe mais sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable (pourcentage de contrôle généralement compris entre 20 % et 50 %) sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'existence et l'effet des droits de vote potentiels exerçables ou convertibles à la date de clôture sont pris en considération lors de la détermination du contrôle ou de l'influence notable exercé sur l'entité.

Conformément à IFRS 5, les actifs et les passifs des entités contrôlées considérées détenues en vue de la vente sont présentés sur des lignes distinctes du bilan. Par ailleurs, le résultat des activités non poursuivies doit être présenté sur une ligne séparée du compte de résultat. IFRS 5 définit une activité non poursuivie comme une composante d'une entité dont les

flux de trésorerie sont indépendants du reste de l'entité, qui a été cédée ou est détenue en vue de sa vente qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte.

Les opérations et les soldes intra-groupe significatifs sont éliminés.

3.3 Opérations en devises

La comptabilisation et l'évaluation des opérations en devises sont définies par la norme IAS 21 « Effets des variations des cours des monnaies étrangères ». En application de cette norme, les opérations libellées en monnaies étrangères sont converties par la filiale dans sa monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction. Les éléments monétaires du bilan sont réévalués au cours de clôture de chaque arrêté comptable. Les écarts de réévaluation correspondants sont enregistrés au compte de résultat :

- en résultat d'exploitation pour les transactions commerciales ;
- en produits financiers ou en charges financières pour les transactions financières.

3.4 Présentation des états financiers

Comme le permet la norme IAS 1 « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature. Les normes internationales modifient de manière significative la présentation du compte de résultat, notamment en supprimant la notion de produits et charges non opérationnels et en réintégrant les charges liées aux écarts d'acquisition dans le résultat d'exploitation.

Le résultat d'exploitation correspond au résultat net avant prise en compte :

- des produits financiers ;
- des charges financières ;
- des impôts courants et différés ;
- du résultat des activités faisant l'objet d'un abandon ou détenues en vue de la vente.

La marge brute opérationnelle correspond au résultat d'exploitation avant prise en compte :

- de la participation des salariés ;
- des charges de rémunérations en actions ;
- des dotations aux amortissements ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition et des immobilisations ;
- des résultats de cession d'actifs ;
- des coûts de restructuration ;
- du résultat des entités mises en équivalence ;
- de la perte de valeur des écarts d'acquisition sur les entités mises en équivalence.

3.5 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires issu des activités de PagesJaunes Groupe est reconnu et présenté de la manière suivante en application des principes établis par IAS 18 « Produits des activités ordinaires » :

- les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires imprimés sont pris en compte dans le résultat lors de la parution. En conséquence, les ventes d'insertions facturées au titre des annuaires à paraître sont présentées au bilan sous la rubrique « Produits constatés d'avance ».
- Les produits issus de la vente d'insertions publicitaires dans les annuaires en ligne sont étalés sur la durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.

- Les charges directement affectables aux campagnes de parution d'annuaires d'un exercice sont rapportées au chiffre d'affaires correspondant comptabilisé sur cet exercice ; sont concernées les commissions vendeurs et télévendeurs ainsi que la redevance éditoriale.

3.6 Frais de publicité et assimilés

Les frais de publicité, promotion, parrainage, communication et de développement des marques sont intégralement comptabilisés dans les charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

3.7 Résultat par action

Le Groupe présente un résultat par action de base et un résultat par action dilué. Le nombre d'actions retenu pour le calcul du résultat dilué tient compte de la conversion en actions ordinaires des instruments dilutifs en circulation à la clôture de la période. Le résultat dilué est calculé à partir du résultat net part du groupe, corrigé du coût financier des instruments dilutifs de dette et de leur incidence sur la participation des salariés, nets de l'effet d'impôt correspondant. Lorsque le résultat de base par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat de base. Afin d'assurer la comparabilité des résultats par action présentés, les nombres moyens pondérés d'actions en circulation de l'exercice et également des exercices antérieurs sont ajustés en cas d'augmentation de capital effectuée à un cours inférieur au cours de marché. Le cas échéant, les actions d'autocontrôle portées en diminution des capitaux propres consolidés ne sont pas prises en compte dans le calcul des résultats par action.

3.8 Ecarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. IAS 36, « Dépréciation d'actifs », prescrit que ces tests sont réalisés au niveau de chaque Unité Génératrice de Trésorerie (« UGT ») à laquelle l'écart d'acquisition a été affecté et que dans certains cas, pour tester les écarts acquisition, ces Unités Génératrices de Trésorerie peuvent être regroupées au niveau auquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (une Unité génératrice de Trésorerie est le plus petit ensemble homogène d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs). Le niveau d'analyse auquel PagesJaunes Groupe apprécie la valeur actuelle des écarts d'acquisition correspond en général au niveau de chacune de ses sociétés consolidées.

La nécessité de constater une perte de valeur est appréciée par comparaison entre la valeur comptable consolidée des actifs et passifs et leur valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité.

La juste valeur nette des coûts de sortie est déterminée comme la meilleure estimation de la valeur de vente nette des coûts de sortie lors d'une transaction réalisée dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. Cette estimation est déterminée sur la base des informations de marché disponibles en considérant les situations particulières.

La valeur d'utilité retenue par PagesJaunes Groupe correspond aux flux de trésorerie actualisés des UGT incluant les écarts d'acquisition. Ils sont déterminés dans le cadre des hypothèses économiques, réglementaires, et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de PagesJaunes de la façon suivante :

- les flux de trésorerie sont ceux des plans établis sur 5 ans,
- au-delà de cet horizon, les flux sont extrapolés par application d'un taux de croissance décroissant ou stable pendant une période de trois ans puis d'un taux de croissance perpétuelle reflétant le taux attendu de croissance long terme du marché,
- l'actualisation des flux est effectuée en utilisant des taux appropriés à la nature des activités et des pays.

La dépréciation des écarts d'acquisition est inscrite en résultat d'exploitation.

Dans le cas où une cession a été décidée, la valeur recouvrable est déterminée par référence à la juste valeur nette des coûts de sortie.

3.9 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent principalement les marques, les licences et brevets, les frais de recherche et développement ainsi que les logiciels. Elles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition ou de production.

Lorsque ces actifs sont acquis au travers d'un regroupement d'entreprises, leur coût est le plus souvent déterminé lors de l'affectation du coût d'acquisition de l'entreprise acquise par référence à leur valeur de marché ou à défaut en utilisant les méthodes généralement admises en la matière, telles que celles fondées sur les revenus ou les coûts.

Les marques développées en interne ne sont pas comptabilisées au bilan.

Marques

Les marques ayant une durée de vie indéterminée ne sont pas amorties ; elles font l'objet de test de dépréciation (voir note 3.11).

Licences et brevets

Les licences et brevets sont amortis sur le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à la durée d'utilisation prévue sans excéder vingt ans.

Frais de recherche et développement

Selon la norme IAS 38 « Immobilisations incorporelles », les frais de développement doivent être immobilisés dès que sont démontrés :

- l'intention et la capacité financière et technique de mener le projet de développement à son terme ;
- qu'il est probable que les avantages économiques futurs attribuables aux dépenses de développement iront à l'entreprise ;
- et que le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable.

Les frais de recherche et les frais de développement ne répondant pas aux critères ci-dessus sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus. Les frais de développement significatifs capitalisés sont amortis selon le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède généralement pas 3 ans.

Logiciels

Les logiciels sont amortis sur le mode linéaire sur leur durée d'utilité, laquelle n'excède pas cinq ans.

3.10 Immobilisations corporelles

Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à sa mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par la direction.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend l'estimation des coûts relatifs au démantèlement et à l'enlèvement de l'immobilisation et à la remise en état du site sur lequel elle est située, obligation que le Groupe encourt soit du fait de l'acquisition de l'immobilisation corporelle, soit fait de son utilisation pendant une durée spécifique à des fins autres que la production de stocks au cours de la période.

Contrats de location financement

Les contrats de location transférant à PagesJaunes Groupe les risques et avantages liés à la propriété (contrats de location financement) sont comptabilisés dans les immobilisations avec inscription en contrepartie d'une dette financière. Les situations suivantes constituent des indications de conditions transférant à PagesJaunes Groupe les risques et avantages liés à la propriété :

- le contrat prévoit le transfert obligatoire de la propriété à la fin de la période de location,
- le contrat contient une option d'achat et les conditions de l'option sont telles que le transfert de propriété paraît hautement probable à la date de conclusion du bail,
- la durée du contrat couvre la majeure partie de la vie économique estimée du bien loué,
- la valeur actualisée de la somme des redevances minimales prévues au contrat est proche de la juste valeur du bien.

Parallèlement, les biens dont les risques et avantages liés à la propriété sont transférés par PagesJaunes Groupe à des tiers par un contrat de location sont considérés comme ayant fait l'objet d'une cession.

Les frais de réparation et de maintenance sont enregistrés en charges dès qu'ils sont encourus, sauf dans le cas où ils contribuent à augmenter la productivité ou la durée de vie de l'immobilisation.

Amortissement

L'amortissement des immobilisations est calculé en fonction des rythmes de consommation des avantages économiques attendus par élément d'actif sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. A ce titre, le mode linéaire est en général retenu sur les durées suivantes : 25 à 30 ans pour les constructions, 5 à 10 ans pour les agencements, entre 1 et 5 ans pour les autres immobilisations.

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

3.11 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, passés en revue à chaque clôture.

Les actifs immobilisés, incorporels et corporels, font l'objet d'une dépréciation lorsque, du fait d'événements ou de circonstances intervenus au cours de la période (obsolescence, dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions, chute des revenus et autres indicateurs externes...), leur valeur recouvrable apparaît durablement inférieure à leur valeur nette comptable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée de la juste valeur nette des coûts de sortie et de la valeur d'utilité.

Les tests de dépréciation sont réalisés par actif ou par groupe d'actifs en comparant leur valeur recouvrable et leur valeur nette comptable. Lorsqu'une dépréciation apparaît nécessaire, le montant comptabilisé est égal à l'écart entre la valeur nette comptable et la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable des actifs est le plus souvent déterminée sur la base de la valeur d'utilité, celle-ci correspond à la valeur des avantages économiques futurs attendus de leur utilisation et de leur sortie. Elle est appréciée notamment par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés déterminés dans le cadre des hypothèses économiques et des conditions d'exploitation prévisionnelles retenues par la Direction de PagesJaunes Groupe.

3.12 Actifs et passifs financiers

Les actifs financiers comprennent les actifs disponibles à la vente, les actifs détenus jusqu'à leur échéance, les prêts et les créances et les disponibilités et quasi-disponibilités.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définis par la norme IAS 39 « Instruments financiers : comptabilisation et évaluation ».

Évaluation et comptabilisation des actifs financiers

Actifs détenus jusqu'à leur échéance

Ces titres sont exclusivement des titres à revenus fixes ou déterminables et à échéances fixées, autres que les prêts et créances qui sont acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à leur échéance et que le Groupe a la capacité de conserver jusqu'à cette date. Après leur comptabilisation initiale à leur juste valeur, ils sont évalués et comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les actifs détenus jusqu'à leur échéance font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs disponibles à la vente

Les actifs disponibles à la vente comprennent principalement les titres de participation non consolidés et des valeurs mobilières ne répondant pas à la définition des autres catégories d'actifs financiers. Ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée qui a été comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Prêts et créances

Cette catégorie inclut les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances et les créances commerciales. Ces instruments sont initialement comptabilisés à la juste valeur puis au coût amorti calculé à l'aide du TIE. Les créances à court terme sans taux d'intérêt déclaré sont évaluées au montant de la facture d'origine à moins que l'application d'un taux d'intérêt implicite n'ait un effet significatif. Pour les prêts et créances à taux variable, une réestimation périodique des flux de trésorerie, afin de traduire l'évolution des taux d'intérêt du marché, modifie le taux d'intérêt effectif et par conséquent la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

Actifs de transaction

Les actifs considérés comme détenus à des fins de transaction comprennent les actifs que la société a l'intention de revendre dans un terme proche afin de réaliser une plus value, qui appartiennent à un portefeuille d'instruments financiers gérés ensemble et pour lequel il existe une pratique de cession à court terme. Les actifs de transaction peuvent aussi comprendre des actifs volontairement classés dans cette catégorie, indépendamment des critères énumérés ci-dessus (option « Fair Value »).

Ces actifs sont classés au bilan en actifs financiers à court terme et comprennent essentiellement SICAV et Fonds Commun de Placement.

Disponibilités (et quasi-disponibilités)

Les équivalents de trésorerie sont détenus dans le but de faire face aux engagements de trésorerie à court terme plutôt que pour un placement ou d'autres finalités. Ils sont facilement convertibles, en un montant de trésorerie connu et soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Les disponibilités et quasi disponibilités sont constituées par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à la date d'acquisition. Elles sont évaluées au coût historique qui est proche de leur valeur de réalisation.

Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

A l'exception des passifs de transaction qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur puis au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (« TIE »).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. En effet, les passifs sont initialement évalués au coût, qui est la juste valeur de la contrepartie donnée ou reçue pour ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif, selon la méthode du TIE.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise le flux attendu des sorties de trésorerie futures jusqu'à l'échéance ou jusqu'à la date la plus proche de refixation du prix au taux de marché, à la valeur nette comptable actuelle du passif financier. Ce calcul inclut l'intégralité des commissions et des points payés ou reçus entre les parties au contrat.

Passifs de transaction

Les passifs de transaction sont évalués à leur juste valeur.

3.13 Stocks

Les stocks sont valorisés au plus bas de leur coût d'entrée ou de leur valeur nette probable de réalisation. Le coût d'entrée correspond au coût d'acquisition ou au coût de production qui est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

3.14 Impôts différés

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » des impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux, selon la méthode du report variable. Les actifs d'impôts différés ne sont comptabilisés que lorsque leur recouvrement est probable.

La norme IAS 12 requiert notamment de comptabiliser des impôts différés passifs relatifs à l'ensemble des immobilisations incorporelles reconnues lors de regroupement d'entreprises (marques, bases d'annonceurs, ...).

S'agissant des participations dans les filiales, coentreprises et sociétés mises en équivalence, un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toute différence temporaire imposable entre la valeur comptable des titres et leur base fiscale sauf si :

- le groupe contrôle la date à laquelle cette différence temporaire (par exemple : distribution de dividendes) se renversera et
- il est probable que cette différence ne se renversera pas dans un avenir prévisible.

En pratique, cela signifie que pour les sociétés intégrées globalement et proportionnellement un passif d'impôt différé est reconnu à due concurrence des impôts de distribution sur les dividendes dont le versement est planifié par le Groupe.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

3.15 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » des provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation du groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont le règlement devrait se traduire pour l'entreprise par une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Elle peut également découler de pratiques du Groupe ou d'engagements publics ayant créé une attente légitime des tiers concernés sur le fait que le groupe assumera certaines responsabilités.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doit supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information en annexe est alors fournie.

Les passifs éventuels, correspondent à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Ils font l'objet d'une information en annexe.

Dans le cas des restructurations, une obligation est constituée dès lors que la restructuration a fait l'objet d'une annonce et d'un plan détaillé ou d'un début d'exécution, avant la date de clôture.

Les provisions sont actualisées lorsque l'effet de l'actualisation est significatif.

Droit Individuel à la Formation (DIF)

Les dépenses engagées au titre du DIF constituent une charge de la période et ne donnent donc lieu à aucun provisionnement mais mention est faite dans l'annexe du volume d'heures à la clôture de l'exercice de la part ouverte des droits avec indication du volume d'heures n'ayant pas fait l'objet de demandes des salariés.

Dans quelques cas limités (demande de congés individuel de Formation (« CIF ») ou en cas de licenciement ou démission) où ces dépenses ne peuvent être considérées comme rémunérant des services futurs, l'engagement à court terme en résultant est provisionné dans les comptes de l'exercice, dès que l'obligation à l'égard du salarié devient probable ou certaine.

3.16 Engagements de retraites et avantages similaires

Avantages postérieurs à l'emploi

Indemnités de départ à la retraite et engagements similaires

En France, la législation prévoit que des indemnités sont versées aux salariés au moment de leur départ en retraite en fonction de leur ancienneté et de leur salaire à l'âge de la retraite. Les écarts actuariels relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi seront traités selon la méthode du corridor, qui prévoit l'étalement des écarts excédant 10% du plus haut entre la valeur de l'engagement et la valeur des actifs de couverture sur la durée d'activité résiduelle des personnels composant l'engagement.

L'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat sur la durée moyenne résiduelle d'activité des salariés (cf. note 24).

Autres régimes de retraite

Ces avantages sont offerts à travers soit des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de cotisations ; la charge qui correspond aux cotisations versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19, les régimes à prestations définies, font l'objet d'une évaluation actuarielle suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour valoriser l'obligation finale. Cette obligation finale est ensuite actualisée.

Autres avantages à long terme

Les autres avantages à long terme pouvant être accordés par PagesJaunes Groupe consistent principalement en médailles du travail et absences rémunérées de longue durée évaluées également sur la base d'hypothèses actuarielles.

Indemnités de rupture de contrat de travail

Le cas échéant, les indemnités de rupture de contrat de travail font l'objet d'une évaluation actuarielle et sont provisionnées à hauteur de l'engagement en résultant.

Pour tous ces engagements induisant le versement d'indemnités de rupture de contrat de travail, l'incidence des variations d'hypothèses est prise en compte en résultat de l'exercice au cours duquel les modifications interviennent (cf. note 29).

3.17 Rémunérations en actions

Conformément à la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions », les options d'achat et de souscription d'action, les offres réservées aux salariés et les attributions d'actions gratuites accordées aux salariés du groupe sont évaluées à la date d'octroi.

Concernant ces offres, le groupe a retenu comme date d'octroi la date d'annonce aux salariés des principales conditions du plan, conformément au communiqué du CNC du 21 décembre 2004 relative aux Plans Epargne Entreprises.

L'avantage accordé étant immédiatement acquis (la période d'acquisition des droits est très courte ou nulle), la charge est reconnue en totalité sur l'exercice. Le Groupe a valorisé l'avantage accordé aux salariés à la juste valeur à la date d'attribution des droits en prenant en considération la période d'incessibilité.

La valeur des options d'achat et de souscription d'actions est notamment fonction du prix d'exercice et de la durée de vie de l'option, du prix actuel des actions sous-jacentes, de la volatilité attendue du prix de l'action, des dividendes attendus sur les actions et du taux d'intérêt sans risque pour la durée de vie de l'option. Cette valeur est enregistrée en charges de personnel linéairement entre la date d'octroi et la date d'exercice –période d'acquisition des droits – avec une contrepartie directe en capitaux propres pour les plans dénoués en action et en dette vis-à-vis du personnel pour les plans dénoués en trésorerie.

Le Groupe a opté pour l'application rétrospective des dispositions de la norme IFRS 2 pour les plans dénoués en actions et en trésorerie. Les plans émis antérieurement au 31 décembre 2003 ont été valorisés conformément aux évaluations réalisées selon les dispositions de la norme américaine FAS 123 en utilisant le modèle Black-Scholes. A partir du 1^{er} janvier 2004, tous les nouveaux plans émis sont valorisés conformément à la norme IFRS 2 en utilisant un modèle de loi binomiale.

Note 4 - Information sectorielle

Le Groupe a comme cœur de métier l'édition d'annuaires en France et à l'international, offrant une gamme diversifiée de produits et de services à destination du grand public et des professionnels.

Les activités du Groupe s'organisent en deux principaux segments :

- PagesJaunes en France. Il s'agit des activités en France relatives à l'édition des annuaires, leur distribution, la vente d'espaces publicitaires sur les annuaires imprimés et en ligne, les activités de création et d'hébergement de sites Internet ainsi que l'édition des annuaires PagesPro, la vente d'accès à la requête, l'annuaire inversé QuiDonc, et la régie d'Europages.
- International & Filiales. Il s'agit des activités des différentes filiales de la Société, qui consistent principalement en l'édition d'annuaires grand public hors de France, le développement des annuaires Kompass en Europe et le développement d'activités complémentaires de l'édition d'annuaires (tels que les services géographiques de Mappy et le marketing relationnel de Wanadoo Data et d'e-sama).

4.1 - Par secteur d'activité

Le tableau ci-après présente la répartition des principaux agrégats en fonction des secteurs d'activité pour la période close au 31 décembre 2004 :

<i>Montants en milliers d'euros</i>	PagesJaunes en France	International & Filiales	Eliminations	Total groupe PagesJaunes
Au 31 décembre 2004				
Chiffre d'affaires net	903 937	65 064	(1 841)	967 160
- Externe	903 900	63 260		967 160
- Inter secteurs	37	1 804	(1 841)	0
Marge Brute Opérationnelle	413 940	(6 458)	0	407 482
Participation des salariés	(29 408)	(518)		(29 926)
Rémunération en actions	(23 522)	(1 752)		(25 274)
Dotations aux amortissements	(6 670)	(3 396)		(10 066)
Perte de valeur des écarts d'acquisition				0
Perte de valeur des immobilisations				0
Résultat cession d'actifs	(360)	(3)		(363)
Coût des restructurations				0
Résultat des entités mises en équivalence		774		774
Résultat d'exploitation	353 980	(11 353)	0	342 627
Produits financiers				20 784
Charges financières				(444)
Gain (perte) de change				(51)
Impôt sur les sociétés				(149 314)
Résultat net				213 602
Ecart d'acquisition (valeur nette)		77 475		77 475
Immobilisations incorporelles (valeur nette)	1 578	6 841		8 419
Immobilisations corporelles (valeur nette)	13 808	3 008		16 816
Participation dans les sociétés mises en équivalence		15 493		15 493
Clients	396 542	35 494	(1 243)	430 793
Stocks	11 842	531		12 373
Sous-total	423 770	138 842	(1 243)	561 369
Actifs financiers				4 645
Actifs d'impôts				26 277
Autres actifs				728 271
Total des actifs sectoriels				1 320 562
Provisions pour garanties et litiges	8 217	348		8 565
Fournisseurs	93 272	14 997	(1 243)	107 026
Charges à payer	82 445	4 712		87 157
Sous-total	183 934	20 057	(1 243)	202 748
Dettes financières				14 584
Passifs d'impôts				72 112
Capitaux propres				387 543
Autres passifs				643 575
Total des passifs sectoriels				1 320 562
Capex	6 211	1 466		7 677

4.2 - Par zone géographique

<i>(Montants en milliers d'euros)</i>	31 décembre 2004
Chiffre d'affaires contributif	967 160
- France	940 774
- Autres	26 386
<hr/>	
Actifs	1 320 562
- France	469 804
- Autres	91 565
- Non affecté	759 193
<hr/>	
Capex	7 677
- France	6 888
- Autres	789

Note 5 - Information complémentaire à périmètre constant

Les informations consolidées de l'exercice 2004 à périmètre constant, sont destinés à présenter l'effet sur les informations consolidées historiques du Groupe PagesJaunes Groupe des acquisitions de QDQ Media et Mappy (ex Wanadoo Maps) filiales de Wanadoo acquises au cours du 1er semestre 2004.

Ces informations à périmètre constant, ont été établies sur la base des informations consolidées historiques de PagesJaunes Groupe et de ceux de ses filiales acquises retraitées comme il est indiqué aux paragraphes ci dessous.

Les principales Conventions retenues pour l'établissement de ces informations sont les suivantes :

Le compte de résultat intègre :

- les résultats consolidés opérationnels de PagesJaunes Groupe combinés avec ceux des filiales acquises
- les charges financières correspondant au financement des prix d'acquisition.

L'impôt courant comptabilisé dans les informations consolidées à périmètre constant, correspond à celui déclaré par les sociétés du Groupe. Il a été corrigé de la variation de résultat liée au retraitement des produits financiers.

Aucun ajustement relatif aux charges de structure n'a été comptabilisé, dans la mesure où les entités appréhendent déjà à titre individuel ces charges.

COMPTE DE RESULTAT HISTORIQUE / DONNEES A PERIMETRE CONSTANT (Montants en milliers d'euros)

	2004 Historique	Retraitements	2004 à périmètre constant
Chiffre d'affaires net	967 160	10 966	978 126
Achats externes	(317 582)	(5 709)	(323 291)
Autres produits et charges opérationnels	26 896	(766)	26 130
Frais de personnel : - Salaires et charges	(268 992)	(6 857)	(275 849)
Marge Brute Opérationnelle	407 482	(2 366)	405 116
- Participation des salariés	(29 926)	0	(29 926)
- Rémunération en actions	(25 274)	0	(25 274)
Dotation aux amortissements	(10 066)	(238)	(10 304)
Perte de valeur des écarts d'acquisition	0	0	0
Perte de valeur des immobilisations	0	0	0
Résultat cession d'actifs	(363)	0	(363)
Coût des restructurations	0	0	0
Résultat des entités mises en équivalence	774	0	774
Résultat d'exploitation	342 627	(2 604)	340 023
Produits financiers	20 784	(1 464)	19 320
Charges financières	(444)	(2)	(446)
Gain (perte) de change	(51)	0	(51)
Résultat financier	20 289	(1 466)	18 823
Impôt sur les sociétés	(149 314)	546	(148 768)
Résultat net	213 602	(3 524)	210 078

C f. note 6 pour plus de détails.

Note 6 - Variation du périmètre de consolidation

- **2003**

Aucune opération impactant le périmètre de consolidation.

- **2004**

L'entrée de périmètre de QDQ Media au 1^{er} avril 2004 pour 17 millions d'euros et la prise en charge du prêt participatif pour 89 millions d'euros, a généré un écart d'acquisition de 69 millions d'euros (société acquise à 100% des actions et droits de vote). La trésorerie acquise s'élève à 7 millions d'euros. A titre indicatif le chiffre d'affaires pour l'année 2004 de QDQ Media est de 37 millions d'euros pour une Marge Brute Opérationnelle (MBO) de -13 millions d'euros. L'écart d'acquisition de cette entité s'explique en partie par le fait que QDQ Media occupe la 2^{ème} place sur le marché espagnol et que l'objectif d'équilibre de la MBO est prévu d'ici la fin 2006.

L'entrée dans le périmètre de Mappy (ex Wanadoo Maps) au 1^{er} mai 2004, à un prix d'acquisition de 10 millions d'euros pour 100% des actions et droits de vote, dégage un écart d'acquisition de 7 millions d'euros. A titre indicatif le chiffre d'affaires pour l'année 2004 de Mappy (avant éliminations des prestations intra groupe) s'élève à 5,5 millions d'euros pour une MBO de 1,3 million d'euros.

L'acquisition des 50% restant du sous-Groupe Eurodirectory, pour un prix de 13,5 millions d'euros, génère un écart d'acquisition de 12 millions d'euros. En achetant le solde de la participation dans la société Eurodirectory, PagesJaunes Groupe se retrouve actionnaire à hauteur de 49% dans la société Editus, société d'annuaire luxembourgeoise. La société Eurodirectory acquise en fin d'année, sera consolidée par intégration globale et sa filiale Editus en intégration proportionnelle, à compter de 2005. Par simplification la société reste en mise en équivalence en 2004, l'effet de cette option n'a pas d'incidence significative sur les comptes.

Toutes les sociétés ont été acquises en numéraire.

Afin d'isoler l'activité d'annuaire des éléments de holding, le Groupe a acheté une société en novembre 2004 nommée Nedif (renommée PagesJaunes SA) et lui a apporté l'activité opérationnelle de PagesJaunes. La société PagesJaunes a parallèlement changé de nom pour PagesJaunes Groupe. Les deux sociétés sont consolidées par intégration globale rétroactivement au 1^{er} janvier 2004.

Il convient de noter que l'adoption des normes IFRS n'a pas d'impact sur le périmètre et sur les méthodes de consolidation appliqués en normes françaises.

Note 7 - Chiffre d'affaires

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004
PagesJaunes en France	
Annuaire imprimés	618 928
PagesJaunes	505 167
l'Annuaire	113 761
Services en ligne	254 518
Internet	169 558
Minitel	84 960
Autres activités	30 491
QuiDonc	7 286
Autres *	23 205
* dont PagesPro, vente d'accès, Europages	
Total segment PagesJaunes en France	903 937
International & Filiales	
Activités Annuaire B to C	26 386
Activités Kompass	23 356
Activités Marketing Relationnel et Services Géographiques	15 322
Total segment International & Filiales	65 064
Inter-segments	(1 841)
TOTAL	967 160

Conformément à SIC 31, les produits des activités ordinaires n'incluent pas de prestations provenant de l'échange de biens ou de services.

Note 8 - Autres produits opérationnels

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004
Refacturations des coûts éditoriaux relatifs à l'Annuaire	48 264
Autres produits	6 985
TOTAL	55 249

Note 9 - Charges de personnel

(en milliers d'euros, sauf les effectifs)	31 décembre 2004
Effectif moyen (équivalent temps plein)	4 233
- Traitements et salaires	185 114
- Charges sociales	72 846
- Production immobilisée	0
- Variation provision pour indemnité de départ à la retraite	1 420
- Taxes sur les salaire et Autres	9 612
s/total :	268 992
- Participation	29 926
- Rémunération en actions (1)	25 274
Total frais de personnel	324 192

(1) se référer aux notes 2.6.3 et 25

Note 10 - Résultat financier

Le résultat financier est principalement constitué des produits générés par la trésorerie placée chez France Télécom.

Note 11 - Impôt sur les sociétés

11.1 Preuve d'impôt Groupe :

L'impôt sur les sociétés de l'année résulte de l'application du taux effectif de fin d'exercice au résultat avant impôts au 31 décembre 2004.

Le rapprochement entre l'impôt théorique calculé sur la base du taux légal d'imposition en France et l'impôt effectif est le suivant :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004
Résultat avant impôt	362 916
Taux légal d'imposition	35,43%
Impôt théorique	(128 581)
Résultat des sociétés mise en équivalence	274
Sociétés en pertes	(7 456)
Impôt sur les réserves de plus value à long terme	(964)
Distribution de la réserve spéciale des Plus-value long terme	(4 610)
Rémunération en actions	(8 547)
Autres produits et charges non taxables	570
Impôt effectif	(149 314)
<i>dont impôt courant</i>	<i>(150 893)</i>
<i>dont impôt différé</i>	<i>1 579</i>

11.2 Impôt au bilan :

La position bilantielle nette est détaillée comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1er janvier 2004
Indemnités de départ en retraite	6 201	5 668
Amortissements Exceptionnels	3 244	1 655
Provisions temporairement non déductibles	2 783	4 171
Reports déficitaires et ARD	2 829	808
Provision pour participation	10 320	9 968
Autres impôts différés actifs	767	2 272
Total impôts différés actifs	26 144	24 542

Il convient de noter qu'aucun impôt différé n'a été comptabilisé au bilan relatif aux déficits reportables des sociétés en pertes (principalement QDQ Media), le montant est estimé à 65 millions d'euros au 31 décembre 2004.

Les impôts différés actifs et passifs des sociétés ont été évalués en prenant en considération la sortie en 2004, sans indemnisation, des sociétés du périmètre d'intégration fiscale formé par Wanadoo SA.

PagesJaunes a opté, pour le régime de l'intégration fiscale prévu aux articles 223 A et suivants du Code Général des Impôts. Cette option vise à constituer un groupe fiscalement intégré comprenant, outre PagesJaunes SA, l'ensemble de ses filiales françaises remplissant les conditions requises pour en devenir membres. Cette option a pris effet à compter du 1er janvier 2005 pour une période de cinq exercices.

La dette au bilan correspond à l'impôt courant, l'impôt décaissé au cours de l'exercice est de 68 millions d'euros.

Note 12 - Résultat par action

Le résultat net s'élève à 213,6 millions d'euros.

Le nombre d'actions ordinaires est de 278 789 610 (cf. note 23 – capitaux propres) au 31 décembre 2004.

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de la période de cotation (hors effet division du nominal) qui est de 278 192 494 actions.

Le résultat net par action s'élève donc à 0,77 euro et à 0,76 euro en considérant l'effet potentiellement dilutif lié à l'attribution à certains salariés de 3 796 800 options de souscription d'actions PagesJaunes en juin 2005 (cf. note 31 - événements postérieurs à la clôture).

Note 13 - Ecart d'acquisition des sociétés intégrées

Les principaux écarts d'acquisition des sociétés consolidées par intégration globale s'analysent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004		
	Solde début d'exercice	Acquisitions/ Cessions	Solde fin d'exercice
QDQ Media		68 882	68 882
Mappy (ex-Wanadoo Maps)		7 395	7 395
Wanadoo Data	1 198		1 198
Total	1 198	76 277	77 475

Les principales acquisitions en 2004 concernent :

L'intégration de QDQ Media qui permet de dégager un écart d'acquisition positif pour un montant d'environ 69 millions d'euros, compte tenu d'un prix d'acquisition des titres de 17 millions d'euros (hors prêt participatif de 89 millions d'euros). Celui-ci a été constaté en avril 2004.

L'acquisition de Mappy (ex Wanadoo Maps) a dégagé un écart d'acquisition de 7,4 millions d'euros, compte tenu d'un prix d'acquisition de 10 millions d'euros.

La valeur actuelle des écarts d'acquisition a fait l'objet d'un examen dans le cadre de l'arrêté des comptes consolidés, selon la méthode décrite en note 3.8 – Principes comptables, sur la base de plans d'affaires, d'un taux de croissance perpétuelle situé entre 2% et 3% et d'un taux d'actualisation après impôt compris entre 9% et 11%.

Concernant l'écart d'acquisition de la société QDQ Media, la valeur recouvrable a été déterminée sur la base de la valeur de marché (juste valeur nette des coûts de sortie), du fait du caractère récent de l'acquisition.

Note 14 - Autres immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004		1 ^{er} janvier 2004	
	Valeur brute	Amortis-Sements cumulés	Valeur nette	Valeur nette
Autres immobilisations incorporelles	4 018	(1 926)	2 092	558
ERP & Applications support	32 865	(26 538)	6 327	3 049
Total	36 883	(28 464)	8 419	3 607

Aucune perte de valeur n'a été constatée au 31 décembre 2004.

L'évolution de la valeur nette des autres immobilisations incorporelles, s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004
Solde en début d'exercice	3 607
- Acquisitions	1 558
- Immobilisations générées en interne (1)	394
- Effet des variations de périmètre (2)	6 796
- Cessions	(10)
- Dotation aux amortissements	(3 926)
Solde en fin d'exercice	8 419

(1) concerne l'ensemble des frais de développements activés.

(2) concerne principalement l'entrée dans le périmètre de consolidation de Mappy (ex Wanadoo Maps) et de QDQ Media.

Note 15 - Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004		1 ^{er} janvier 2004	
	Valeur brute	Amortis-séments cumulés	Valeur nette	Valeur nette
Terrains et constructions	632	(232)	400	0
Informatique et terminaux	36 073	(28 360)	7 713	8 870
Autres	23 052	(14 349)	8 703	6 451
Total	59 757	(42 941)	16 816	15 321

Aucune perte de valeur n'a été constatée au 31 décembre 2004.

L'évolution de la valeur nette des immobilisations corporelles s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	Période close le 31 décembre 2004
Solde en début d'exercice	15 321
- Acquisitions d'immobilisations corporelles	5 726
- Effet des variations de périmètre	2 537
- Cessions et mises au rebut	(616)
- Dotation aux amortissements	(6 152)
Solde en fin d'exercice	16 816

Note 16 - Titres mis en équivalence

La rubrique « Titres mis en équivalence » enregistre la valeur de la société Eurodirectory, société contrôlée à 100% au 31/12/2004 (50% au 01/01/2004) et détenant les titres de la société Editus au Luxembourg. Bien que cette société soit détenue à 100% au 31/12/2004, elle reste consolidée par mise en équivalence du fait que l'acquisition complémentaire ne soit intervenue qu'en octobre 2004. Cette entité sera consolidée par intégration globale à partir du 1^{er} janvier 2005. La juste valeur des titres mis en équivalence s'analyse comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004
Eurodirectory	
Solde en début d'exercice	2 504
- Quote-part de résultat	774
- Dividendes versés	(1 285)
- Quote-part acquise en 2004	1 391
- Ecart d'acquisition	12 109
Solde en fin de période	15 493

Principales données financières relatives à la société Eurodirectory :

(en milliers d'euros)	Actifs	Passifs (hors capitaux propres)	Chiffre d'affaires	Résultat net
Au 31 décembre 2004	3 839	24	49	774
Au 1 ^{er} janvier 2004	3 475	98	-	-

Note 17 - Autres actifs financiers non courants

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004			1 ^{er} janvier 2004			
	% intérêt	Capitaux propres (3)	Résultat net (3)	Valeur Brute	Provision	Valeur nette comptable	Valeur nette comptable
Kompass Belgium (1)	100%	1 642	101	1 799	0	1 799	0
PagesJaunes Outremer	100%	484	354	76	0	76	76
PagesJaunes Liban	100%	21	(123)	2 125	(1 813)	312	312
Autres titres				76	0	76	0
Autres actifs (2)				1 521		1 521	1352
TOTAL				5 597	(1 813)	3 784	1 740

(1) Société acquise en 2004

(2) Les autres actifs comprennent essentiellement la partie long terme des dépôts et cautionnements ainsi que les autres immobilisations financières

(3) Données 2003

Ces entités ne sont pas consolidées soit du fait de leur caractère non matériel soit du fait de l'appréhension de leur activité via une autre entité (cas de PagesJaunes Outremer).

Note 18 – Stocks nets

Les stocks sont principalement composés de papier pour la production des annuaires imprimés (PagesJaunes et l'Annuaire) et d'en cours de production de service relatifs à la fabrication des annonces (produits imprimés et en ligne) et des sites internet.

L'application des normes IFRS n'entraînent pas de modification de méthode de valorisation des stocks, ces derniers étant évalués à leur coût moyen pondéré en conformité avec la norme IAS 2.

Ils sont le cas échéant dépréciés lorsque les perspectives commerciales peuvent entraîner un risque d'écoulement pour une valeur inférieure à la valeur au bilan.

Aucune mise au rebut significative n'a été comptabilisée au cours de l'exercice 2004.

Note 19 - Créances clients

Les créances clients ont une échéance qui est généralement de moins d'un an. La décomposition en valeur brute et dépréciations des comptes clients est la suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1er janvier 2004
Créances clients brutes	451 259	378 359
Provisions pour dépréciation (1)	(20 466)	(6 568)
Créances clients nettes	430 793	371 791

(1) cf. note 22 – Variations des provisions pour dépréciation des actifs

La variation entre les deux exercices s'explique pour moitié par les entrées de périmètre.

Note 20 - Autres créances

Les autres créances décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1 ^{er} janvier 2004
TVA à recevoir	13 690	15 485
Divers état à recevoir	300	246
Autres créances	12 794	4 964
Total	26 784	20 695

Note 21 - Charges constatées d'avance et autres actifs courants

Les autres charges constatées d'avance & autres actifs courants se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1 ^{er} janvier 2004
Charges constatées d'avance (1)	39 844	54 346
Capital souscrit non appelé (2)	17 566	0
Total	57 410	54 346

(1) Les charges constatées d'avance sont principalement constituées des charges sur vente d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalées sur une durée d'affichage qui est généralement de 12 mois.

(2) Le capital souscrit non appelé correspond au solde de l'augmentation de capital 2003 de QDQ Media et que Wanadoo International s'est engagée à libérer sur appel du Conseil d'administration de la société.

Note 22 - Variations des provisions pour dépréciation des actifs

(en milliers d'euros)	Solde en début de période	Dotations (reprises) nettes	Autres mouvements (1)	Solde en fin de période
Titres de participation	1 813	0	0	1 813
Créances clients	6 568	(4 892)	18 790	20 466
Autres actifs	1 264	(634)	0	630

(1) comprennent les effets de change et de variation de périmètre et essentiellement QDQ Media sur 2004

Note 23 - Capitaux propres

23.1 - Capital social

Au 31 décembre 2004, le capital social de la société PagesJaunes Groupe d'un montant de 55,8 millions d'euros est divisé en 278 789 610 actions ordinaires de nominal 0,20 euros chacune, il est entièrement libéré.

PagesJaunes Groupe est une filiale de France Telecom.

Evolution du nombre d'actions au cours de l'exercice

Nombre d'actions en début d'exercice de nominal 300 euros	182 700
Division de la valeur nominale par 1500	273 867 300
Augmentation de capital réservée aux salariés (1)	4 739 610
Nombre d'actions en fin d'exercice de nominal 0,20 euro	278 789 610

(1) Augmentation de capital réservée aux salariés pour 58 millions d'euros.

23.2 - Réserves

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

<i>En milliers d'euros</i>	31 décembre 2004	1 ^{er} janvier 2004
Réserves sociales de PagesJaunes Groupe SA	44 545	70 179
<i>Dont réserve légale</i>	5 481	5 481
<i>Dont Réserve Spéciale des Plus Values à Long Terme (1)</i>	39 064	63 958
<i>Dont autres réserves</i>	-	740
Autres réserves et résultats consolidés	5 303	164 980
Total réserves	49 848	235 159

(1) La réserve spéciale des plus-values à long terme sera transférée vers un compte de réserve ordinaire distribuable en 2005. À ce titre, une charge d'impôt de 964 keuros a été constatée dans les comptes de l'exercice 2004 correspondant à la taxe exceptionnelle de 2,5 %.

23.3 - Dividende

Le montant des distributions 2004 s'est élevé à 235 958 k euros soit 1 291,50 euros par actions ou 0,85 euro par action sur la base du nombre d'actions existantes au 31 décembre 2004.

Note 24 - Avantages du personnel, provisions et autres dettes courantes

Elles se décomposent de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1er janvier 2004
Avantages postérieurs à l'emploi	18 065	16 645
Autres avantages à long terme	3 997	531
Avantages du personnel - non courants	22 062	17 176
Autres provisions pour risques et charges	112	0
Provisions litiges sociaux - fiscaux (1)	8 217	7 690
Provisions - non courantes	8 329	7 690

(1) cf. note 29 Engagements hors bilan et risques

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1er janvier 2004
Personnel (1)	59 453	56 905
Organismes sociaux	22 568	21 768
Total avantages du personnel - courants	82 021	78 673
TVA à payer	80 572	73 934
Divers état à payer	6 585	4 524
Divers à payer	87 157	78 458

(1) Principalement constitué de la participation des salariés et de provisions de charges de personnel

L'évolution des avantages du personnel non courants est la suivante :

(en milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2004	Dotations de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, s et autres	31 décembre 2004
Avantages postérieurs à l'emploi	16 645	1 420	0	0	0	18 065
Autres avantages à long terme	531	3 466	0	0	0	3 997
Total	17 176	4 886	0	0	0	22 062

L'évolution des provisions est la suivante :

(en milliers d'euros)	1^{er} janvier 2004	Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice (provision non utilisée)	Reprise de l'exercice (provision utilisée)	Variations de périmètre, reclassement s et autres	31 décembre 2004
Provisions pour litiges sociaux - fiscaux	7 690	530	(3)	0	0	8 217
Autres provisions pour risques et charges	4 145	103	0	(4 071)	171	348
Total des provisions	11 835	633	(3)	(4 071)	171	8 565
- Dont non courant	7 690	530	(3)	0	112	8 329
- Dont courant	4 145	103	0	(4 071)	59	236

Tableaux des engagements de retraite et autres avantages du personnel :

Avantages Postérieurs à l'emploi					
(en milliers d'euros)	Régimes en rente	Régime en Capital	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Avantages à Long Terme	Total
Variation de la valeur des engagements					
- Valeur totale des engagements en début de période	0	19 513	872	2 870	23 255
- Coût des services rendus	0	1 139	51	188	1 378
- Coût de l'actualisation	0	1 020	46	149	1 239
- Cotisations versées par les employés	0	0	0	0	0
- Modification du régime	0	0	0	0	0
- Réductions/Liquidations	0	0	0	0	0
- (Gains) ou Pertes actuarielles	0	6 701	58	969	7 728
- Prestations payées	0	-512	0	-162	-674
- Variation de périmètre :	0	0	0	0	0
- Autres : (écarts de conversion)	0	0	0	0	0
- Valeur totale des engagements en fin de période : (A)	0	27 861	1 027	4 014	32 926
- Engagements de fin de période afférent à des régime intégralement ou partiellement financés	0	27 861	0	3 997	31 882
- Engagements de fin de période afférent à des régime non financés	0	0	1 027	17	1 044
Variation des actifs de couverture					
- Juste valeur des actifs de couverture en début de période	0	1 566	0	0	1 566
- Produits financiers sur les actifs de couverture	0	66	0	0	66
- Cotisations versées par l'Employeur	0	800	0	0	800
- Cotisations versées par les employés	0	0	0	0	0
- Réductions/Liquidations	0	0	0	0	0
- Prestations payées par le fonds	0	-512	0	0	-512
- Variation de périmètre	0	0	0	0	0
- Autres (écarts de conversion)	0	0	0	0	0
- Juste valeur des actifs de couverture en fin de période : (B)	0	1 920	0	0	1 920
Couverture financière					
- Situation du régime (A) – (B)	0	25 941	1 027	4 014	30 982
- Gains ou (Pertes) actuariels non reconnus	0	-8 979	-58		-9 037
- Coût des services passés non reconnu	0	0	0		0
- Ajustement lié au plafonnement de l'actif	0	0	0	0	0
Provision / (Actif)					
- Dont Provision (Actif) : Court terme	0	0	0	0	0
- Dont Provision (Actif) : Long terme	0	17 019	969	4 014	22 062
Charge de retraite					
- Coût des services rendus	0	344	51	188	583
- Coût de l'actualisation	0	1 020	46	149	1 239
- Rendement attendu des actifs du régime	0	-66	0	0	-66
- Amortissement des (Gains) ou Pertes actuariels	0	0	0	3 292	3 292
- Amortissement du coût des services passés	0	0	0	0	0
- Effet de Réductions/Liquidations	0	0	0	0	0
- Ajustement lié au plafonnement de l'actif	0	0	0	0	0
Total Charge de retraite	0	1 298	97	3 629	5 048
Evolution de la Provision (Actif)					
- Provision / (Actif) en début de période	0	15 721	872	547	17 176
- Charge de retraite	0	1 298	97	3 629	5 048
- Cotisations versées par l'employeur	0	0	0	0	0
- Prestations directement payées par l'employeur	0	0	0	-162	-162
- Variation de périmètre :	0	0	0	0	0
- Autres (écarts d'acquisition)	0	0	0	0	0
- Provision/(Actif) en fin de période	0	17 019	969	4 014	22 062
Hypothèses (1)					
- Taux d'actualisation (%)		4,5%	4,5%	4,5%	
- Taux d'inflation attendu sur le long terme (%)		2,0%	2,0%	2,0%	
- Taux de progression des salaires attendu sur le long terme (%)			en fonction de l'âge		
- Taux de revalorisation des rentes attendu sur le long terme (%)					
- Taux d'évolution des frais médicaux (%)					
- Rendement attendu sur les actifs du régime (%)		5,0%	5,0%	5,0%	
- Evolution attendu des régimes obligatoires (%)					
- Durée moyenne de vie résiduelle attendue		19	16	16	
- Montant comptabilisé en charge au titre de la période	0	1 298	97	3 629	5 048

Note 25 - Stock options

25.1 – Description des plans

PagesJaunes Groupe n'a pas consenti de plans d'options de souscription ou d'acquisition d'action. Cependant certains collaborateurs possèdent des options qui leur avaient été consenties lorsque PagesJaunes était une filiale du Groupe Wanadoo ou lorsque ces collaborateurs étaient salariés de Wanadoo et d'Orange S.A., filiales du Groupe France Telecom.

Orange S.A. :

Plans de stock option "France" : Ces plans (2001, 2002 et 2003), totalisant 45 983 363 options au niveau du Groupe France Telecom, ont une durée de vie de 10 ans et l'acquisition des options se fait, pour la plupart des plans, de façon complète après 3 ans. Certaines options ont aussi des périodes d'acquisition définies individuellement.

Wanadoo S.A. :

Les plans de stock options Wanadoo destinés aux salariés français (2000, 2001, 2002 et 2003), totalisant 30 630 000 options au niveau du Groupe France Telecom, ont une durée de vie de 10 ans et l'acquisition se fait de façon complète après 3 ans (ou 5 ans pour le plan 2000). De plus, pour les plans 2000 et 2001, l'exercice des options est soumis à des conditions de performance liées à la performance des actions sous-jacentes et l'atteinte de résultats opérationnels. Tous les plans sont réglables en actions (ils ont été temporairement liquidables en numéraire entre le 9 mars 2004 et le 1^{er} septembre 2004).

Quels que soient les plans (Wanadoo ou Orange), une période de 4 ans d'incessibilité (restriction à la vente) des actions est requise par le régime fiscal et est à appliquer aux bénéficiaires français.

25.2 – Description des modèles d'évaluation

Aucun instrument de capitaux propres n'a été attribué en 2004.

25.3 - Evolution des plans de stock options sur l'exercice

	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en circulation en début de période	4 660 560	20,90 €
Options attribuées	-	-
Plan de stock options Orange	-	-
Plan de stock options Wanadoo	-	-
Options exercées	(309 624)	15,37 €
Plan de stock options Orange	-	-
Plan de stock options Wanadoo	(309 624)	15,37 €
Options annulées	65 907)	19,73 €
Plan de stock options Orange	-	-
Plan de stock options Wanadoo	(65 907)	19,73 €
Options caduques	-	-
Plan de stock options Orange	-	-
Plan de stock options Wanadoo	-	-
Migration hors Groupe PJ (*)	(250 781)	24,89 €
Plan de stock options Orange	-	-
Plan de stock options Wanadoo	(250 781)	24,89 €
Migration intérieur Groupe PJ (**)	282 361	12,76 €
Plan de stock options Orange	186 900	9,15 €
Plan de stock options Wanadoo	95 461	19,82 €
Options en circulation en fin de période	4 316 609	20,56 €

(*) Représente les options détenues par des bénéficiaires qui ont transféré dans une autre entreprise du Groupe France Telecom en 2004

(**) Représente les options détenues par des bénéficiaires qui ont transféré à l'intérieur du Groupe Pages Jaunes en 2004 mais qui étaient dans une autre entreprise du Groupe France Telecom au moment de l'attribution de leurs options.

25.4 - Détail des options en circulation à la fin de l'exercice

	Nombre d'options non exercées à la date de clôture	Durée moyenne pondérée restant à courir jusqu'au début de la période d'exercice (mois)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exercées en fin de période
Plan de stock options Orange	186 900	2	9,15 €	137 500
Plan de stock options Wanadoo	4 129 709	8	21,07 €	1 188 556
Total	4 316 609	7	20,56 €	1 326 056

25.5 - Juste valeur des options attribuées au cours de l'exercice

PagesJaunes Groupe n'a attribué aucune option de souscription ou d'acquisition d'action en 2004.

25.6 - Impact des plans de stock options dans le compte de résultat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004
Charge de l'exercice	
Plan de stock options Orange	65
Plan de stock options Wanadoo	9 910
TOTAL	9 975

La charge de l'exercice 2004 est relative à plus de 99% à des options remboursables en actions.

Note 26 - Endettement financier brut, disponibilités

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1 ^{er} janvier 2004
Placements à CT >3 mois et <1 an	265	11 600
Disponibilités et quasi disponibilités (1)	644 077	581 935
Total VMP et disponibilités	644 342	593 535
Découverts bancaires	9 786	11 265
Autres dettes financières	4 816	4 121
Endettement financier brut	14 602	15 386
Part à moins d'un an	14 570	15 386
Part à plus d'un an	32	-
Trésorerie (endettement) net	629 740	578 149

(1) Essentiellement constituées des comptes-courants et placements à moins de 3 mois auprès de France Telecom.

L'évolution des dettes financières de PagesJaunes s'analyse de la façon suivante :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004
Solde en début d'exercice	15 386
- Variations de périmètre	89 705
- Augmentation (diminution) nette	(90 507)
Solde en fin d'exercice	14 602

La variation des dettes provient de l'entrée dans le périmètre de QDQ Media et son remboursement à Wanadoo International, QDQ étant désormais financée par PagesJaunes.

Note 27 - Produits constatés d'avance

(en milliers d'euros)	31 décembre 2004	1^{er} janvier 2004
Produits constatés d'avance	535 370	465 334
Total	535 370	465 334

Les produits constatés d'avance sont principalement constitués d'insertions publicitaires facturées au titre des annuaires à paraître et en ligne étalés sur une durée d'affichage qui est en général de 12 mois.

Note 28 - Transactions avec des parties liées

Note 28.1 - Rémunération des dirigeants

En milliers d'euros	31 décembre 2004
Avantages à court terme (1)	543
<i>dont charges patronales</i>	<i>121</i>
Avantages postérieurs à l'emploi (2)	5
Autres avantages à long terme (3)	0
Indemnités de fin de contrat (4)	-
Avantages sur capitaux propres (5)	233
Total	781

(1) Salaires, rémunérations, intéressement et primes (si payables dans les 12 mois suivant la clôture), cotisations sécurité sociale, congés payés, jetons de présence et avantages non monétaires

(2) Pensions, retraites, autres prestations, assurance-vie, assurance médicale, ...

(3) Congés liés à l'ancienneté, congés sabbatiques, indemnités de longue durée, CFC, rémunérations différées, intéressement et primes (si payables 12 mois ou plus après la date de clôture)

(4) Indemnités de licenciement

(5) Stock options et autres paiements en actions

Note 28.2 - Transactions avec les parties liées

Les transactions et les soldes avec les entreprises liées, résumés ci-dessous, s'inscrivent dans le cadre de l'exploitation courante :

Créances sur les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31-déc-04	01-janv-04
Entreprise liée		
France Télécom SA	15 710	16 910
Wanadoo SA		13 466
Wanadoo international	17 613	0
Autres sociétés du Groupe France Télécom	1 875	3 786
Total	35 198	34 162

A ces créances s'ajoutent les comptes-courants et placements avec France Telecom qui s'élèvent à 581,4 millions d'euros au 1er janvier 2004 et 637,6 millions au 31 décembre 2004.

Dettes envers les entreprises liées

(en milliers d'euros)	31-déc-04	01-janv-04
Entreprise liée		
France Télécom SA	30 280	26 068
Wanadoo SA		11 385
Wanadoo international		0
Autres sociétés du Groupe France Télécom	2 197	9 113
Total	32 477	46 566

Transactions significatives avec des entreprises liées

(en milliers d'euros)	31-déc.-04
Transactions	
Téléétel	6 028
Coûts éditoriaux	48 264
Audiotel	1 395
Accès annuaires	2 664
Mise à disposition du personnel	(7 631)
Redevances Pages Blanches	(58 622)
Immobilier et charges locatives	(10 085)
Bases de données	(7 640)
Management fees	(5 464)
Redevances de marques	(1 066)
Téléphonie - hébergement	(5 438)
Autres prestation opérationnelles	(6 353)
Total	(43 948)

Les principales conventions conclues avec le Groupe France Telecom sont relatives à :

- la mise à disposition des données annuaires aux fins d'édition d'annuaires
- la prospection et le recueil de la publicité à insérer dans l'Annuaire et le 3611 en recherche alphabétique ainsi que la conception technique, l'exécution et la mise en page de cette publicité.
- la réalisation pour le compte de France Telecom des tâches nécessaires à la fabrication, la distribution et la promotion de l'Annuaire et du 3611 en recherche alphabétique
- redevances de marque et management fees.

A ces transactions, s'ajoutent les produits financiers générés par la trésorerie placée chez France Télécom soit 19,9 millions d'euros, ainsi que la contribution PagesJaunes à la participation des salariés mutualisée au niveau du Groupe France Telecom.

Note 29 – Obligations contractuelles et engagements hors bilan

Le récapitulatif des engagements hors bilan donnés significatifs se présente comme suit :

Obligations contractuelles	Total en milliers d'euros	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Contrats de location simple	44 389	13 348	30 812	229
Engagements d'achats de biens et services	64 224	59 121	5 103	0
Total	108 613	72 469	35 915	229

Engagements conditionnels	Total en milliers d'euros	Paiements dus par période		
		A moins d'un an	De un à cinq ans	A plus de cinq ans
Avals et cautions	853	853	0	0

Contrats de location

PagesJaunes a pris en location des terrains, bâtiments, véhicules et matériels. Ces contrats viendront à terme à des dates diverses au cours des dix prochaines années.

La Direction estime que ces contrats seront renouvelés ou remplacés à leur terme par d'autres contrats dans le cadre des conditions normales d'exploitation.

La charge de loyer enregistrée au compte de résultat au titre des locations simples s'est élevée à 14,4 millions d'euros au 31 décembre 2004. Sur ces 14,4 millions d'euros, 9,5 millions sont facturés par France Télécom. La part de France Télécom dans les engagements futurs s'élève à 10,1 millions à décembre 2005 et 24,2 millions pour 2005 à 2009.

Engagements d'achats de biens et services

Réalisation des annuaires

Dans le cadre de son activité, PagesJaunes SA s'engage auprès de fournisseurs de papier sur la base de contrats généralement annuels avec des engagements de volumes fermes. D'autre part, PagesJaunes SA s'engage aussi auprès d'imprimeurs sur la base de contrats tri-annuels ou bi-annuels et de distributeurs sur la base de contrats annuels pour la réalisation et la distribution des PagesJaunes et de l'Annuaire. Ces derniers engagements font seulement l'objet de volumes

prévisionnels de commandes sans valeur contractuelle minimum. Ces engagements sont évalués à 50,5 millions d'euros à échéance décembre 2005. Ces montants peuvent varier en fonction du volume réel pour chaque année.

QDQ Media est de même engagée auprès de fournisseurs de papier, avec des engagements similaires de volumes fermes et d'imprimeurs. Ces engagements s'élèvent à 12 millions d'euros dont 8 millions d'euros à décembre 2005 et 4 millions d'euros à décembre 2006.

Montages déconsolidants et entités ad hoc

Le groupe n'a pas procédé au cours des périodes présentées à des montages déconsolidants.

Il n'a pas d'obligations contractuelles vis-à-vis d'entités ad hoc.

Achats de titres

Le groupe s'est engagé dans l'achat d'une société d'hébergement de fichier de marketing direct nommée e-sama pour la somme maximale de 13 millions d'euros.

Droits individuels à la formation

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes non-fonctionnaires et en contrats à durée indéterminée au sein des entités françaises du groupe PagesJaunes, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est de 43 648 heures au 31 décembre 2004. Aucune heure n'a fait l'objet d'une demande de la part de salariés.

Note 30 - Litiges

Dans le cours normal de leurs activités, les sociétés du Groupe peuvent être impliquées dans un certain nombre de procédures judiciaires, arbitrales et administratives. Les charges qui peuvent résulter de ces procédures ne sont provisionnées que lorsqu'elles sont probables et que leur montant peut être soit quantifié, soit estimé dans une fourchette raisonnable. Le montant des provisions retenu est fondé sur l'appréciation du risque au cas par cas et dépend en majeure partie de facteurs autres que le stade d'avancement des procédures, étant précisé que la survenance d'événements en cours de procédure peut toutefois entraîner une réappréciation de ce risque.

À l'exception des procédures décrites ci-après, ni PagesJaunes Groupe ni aucune de ses filiales n'est partie à un procès ou à une procédure d'arbitrage quelconque dont la direction de PagesJaunes Groupe estime que le résultat pourrait raisonnablement avoir une incidence négative significative sur ses résultats, son activité ou sa situation financière consolidée.

I- La société Prodis qui exploite sur Internet un site à l'adresse www.pagesjaunes.com et qui est titulaire des noms de domaines pagesjaunes.com et pagesjaunes.net, a assigné le 26 septembre 2000, puis le 20 avril 2001, respectivement les sociétés France Télécom et PagesJaunes, principalement en nullité des marques PagesJaunes. Dans ce cadre, la société Prodis entendait faire valoir que le dépôt de la dénomination Pages Jaunes à titre de marque serait selon elle frauduleux pour n'être que la traduction du terme Yellow Pages qui désignerait aux Etats-Unis, depuis 1886, le concept même d'annuaire professionnel et qui constituerait selon la demanderesse un terme générique repris indifféremment dans différents pays. Par jugement du 14 mai 2003, le Tribunal de grande instance de Paris a confirmé la validité des marques « Pages Jaunes ». La société Prodis a interjeté appel de ce jugement en reprenant les mêmes demandes qui portent également sur la nullité des marques « Pages Blanches », « L'annuaire » et « L'annuaire des Pages Blanches ». Par une décision rendue le 30 mars 2005, la Cour d'appel de Paris a considéré notamment que « ces marques ont acquis par l'usage ancien et intensif qui en a été fait un caractère distinctif fort », que PagesJaunes et France Télécom avaient justifié « par les multiples lettres de mise en demeure produites aux débats, avoir réagi contre tout emploi illicite de leurs marques en défendant régulièrement les droits qui y sont attachés », et que « le caractère contradictoire de l'argumentation de la société Prodis (...) suffit à établir sa

mauvaise foi dans l'engagement et la conduite de la présente instance ». La Cour d'appel de Paris a en conséquence confirmé le jugement rendu le 14 mai 2003 par le Tribunal de Grande Instance de Paris, a déclaré irrecevables les nouvelles demandes de Prodis et a intégralement débouté Prodis de toutes ses demandes, condamnant celle-ci à verser à PagesJaunes et à France Télécom chacune 20.000 euros de dommages et intérêts pour procédure abusive et 10.000 euros sur le fondement de l'article 700 du nouveau Code de procédure civile.

II- PagesJaunes a mis en œuvre début 2002 un plan d'évolution commerciale comportant notamment la modification de 930 contrats de travail de conseillers commerciaux. Cette modification a pour objet d'adapter ces contrats à un contexte concurrentiel nouveau. Une centaine de salariés a refusé de signer le nouveau contrat proposé et a été licenciée au cours du deuxième trimestre 2002. A ce jour, la quasi-totalité de ces salariés licenciés a assigné PagesJaunes en vue de contester la validité du motif de licenciement. Bien qu'un certain nombre de décisions favorables au Groupe aient été d'ores et déjà rendues en première instance, aucune assurance ne peut être donnée sur l'issue favorable de ces litiges pour le Groupe. Le montant total des demandes s'élève à environ 22 millions d'euros et le risque lié à ces litiges a fait l'objet d'une provision de 7,3 millions d'euros. Une issue défavorable pourrait avoir un effet négatif significatif sur l'activité, la situation financière, les résultats ou les objectifs du Groupe.

III- PagesJaunes a fait l'objet, au cours des années 2001 et 2002, d'un contrôle fiscal portant sur les exercices 1998 et 1999. Les seuls redressements qui restent en litige représentent un risque d'environ 6,6 millions d'euros (intérêts inclus). La société estime disposer d'arguments sérieux pour contrer les redressements encore contestés et n'a donc pas comptabilisé au 31 décembre 2003 de provisions au titre de ces redressements. La Société, afin de faire valoir ses arguments, a engagé une procédure contentieuse par le dépôt en juillet 2004 d'une réclamation préalable devant l'administration fiscale.

IV- La Société a été assignée le 26 juin 2002 par une agence de publicité (FAC) devant le Tribunal de commerce de Nanterre. Cette agence de publicité considère que PagesJaunes aurait commis des actes de concurrence déloyale tels que captation de clientèle, dénigrement, démarchage abusif. Elle demande à ce titre 1 million d'euros de dommages-intérêts. Cette affaire a été plaidée le 14 septembre 2004 et le jugement a été rendu le 21 décembre 2004. Nos adversaires n'ont pas obtenu gain de cause. L'agence FAC a fait appel de ce jugement, et, PagesJaunes Groupe, bien que considérant disposer d'éléments favorables, ne peut exclure, en l'état, la perspective d'une éventuelle condamnation en appel.

V- PagesJaunes a assigné le 10 juin 2003 une agence de publicité (LSM) devant le Tribunal de commerce de Cannes. PagesJaunes, s'appuyant sur de nombreux témoignages de clients, reproche à cette agence des actes de concurrence déloyale visant à entraîner une confusion entre LSM et PagesJaunes dans l'esprit des clients contactés par LSM pour leurs insertions publicitaires dans l'annuaire de PagesJaunes. Le Tribunal de commerce de Cannes, par un jugement du 19 février 2004, a débouté PagesJaunes de ses demandes. PagesJaunes a fait appel de cette décision qui, si elle était confirmée en appel, serait de nature à favoriser le développement de ce type d'actes de concurrence de la part d'autres agences de publicité et à créer des difficultés pour PagesJaunes dans la prospection de ses clients. Bien qu'elle estime disposer d'un dossier solide dans cette affaire, PagesJaunes ne peut exclure une confirmation en appel de cette décision.

VI- La Société a été informée le 4 octobre 2004 d'une saisine du Conseil de la Concurrence qui aurait été déposée en date du 11 mai 1998 par le Ministre de l'Économie relative à des pratiques qui auraient été mises en œuvre par l'ex Office d'Annonces (devenue PagesJaunes) sur le marché de l'insertion publicitaire dans les annuaires téléphoniques en métropole et à la Réunion. PagesJaunes ne disposant à ce jour d'aucune information officielle sur cette saisine, n'est pas en mesure de porter une appréciation sur cette procédure.

D'autre part, le Groupe, comme les autres sociétés du secteur, est fréquemment assigné en justice dans le cadre de procédures engagées sur le fondement d'erreurs dans la publication des annuaires et des autres supports. De manière générale, le risque financier représenté par chacune de ces procédures est relativement limité. Cependant, la multiplication du nombre de celles-ci peut constituer un risque significatif pour le Groupe. Le nombre de ces procédures est en constante diminution depuis 2001. Au 31 décembre 2004, le nombre de ces procédures était de 27, pour un montant total de dommages et intérêts de 2 millions d'euros, et au 30 juin 2005 le nombre de procédures était de l'ordre de 25 pour un montant total de demandes de l'ordre de 2 millions d'euros.. Dans le cadre de ces procédures, le Groupe essaye de négocier un dédommagement amiable, qui permettrait de réduire significativement le coût total et final de ces procédures. Il ne peut

cependant être donné de garantie sur le fait que ces procédures n'auront pas d'impact négatif significatif sur la situation financière du Groupe.

A la connaissance de la Société, il n'existe pas d'autre litige, arbitrage ou fait exceptionnel susceptible d'avoir, ou ayant eu dans un passé récent, une incidence significative sur la situation financière, le résultat, l'activité et le patrimoine de la Société et du Groupe.

Note 31 - Evènements postérieurs à la clôture

Conformément aux intentions du groupe annoncées au moment de son introduction en bourse, PagesJaunes Groupe a finalisé l'acquisition de la société Edicom auprès de France Télécom. Edicom est le premier éditeur d'annuaires au Maroc et a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 4,0 millions d'euros. Edicom sera consolidé à partir du 1er juillet 2005.

France Telecom a annoncé le 10 février 2005 la cession de 8% du capital de PagesJaunes Groupe ce qui ramène son taux de participation à 54%.

PagesJaunes Groupe a acquis en février 2005, via sa filiale Wanadoo Data, 100% de la société e-sama, spécialisée dans l'hébergement de bases de données et les prestations de Customer Relationship Management (CRM). e-sama a réalisé en 2004 un chiffre d'affaires de 8,4 millions d'euros, en croissance de +22% ; la société est rentable avec une marge de MBO (Marge Brute Opérationnelle) de 20%. Cette société sera consolidée par intégration globale à partir du 1er février 2005.

Suite à l'Assemblée générale mixte du 12 avril 2005, PagesJaunes Groupe a mis en paiement le 28 avril 2005 le dividende relatif à l'exercice 2004 pour un montant de 259 millions d'euros soit 0,93 euro par action.

Le 28 juin 2005, le Conseil d'administration de PagesJaunes Groupe a attribué à certains de ses salariés un total de 3 796 800 options de souscription d'actions PagesJaunes, représentant 1,36% du capital de la Société, donnant droit à souscrire le même nombre d'actions au prix de 19,3 euros par action.

Note 32 - Périmètre de consolidation

PERIMETRE AU 31/12/2004

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
PagesJaunes Groupe (ex-PagesJaunes)	France	100%	100%
PagesJaunes SA	France	100%	100%
Kompass France	France	100%	100%
Wanadoo Data	France	100%	100%
Mappy (ex Wanadoo Maps)	France	100%	100%
QDQ Media	Espagne	100%	100%

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISES EN EQUIVALENCE

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
Eurodirectory	Luxembourg	50%	50%

PERIMETRE AU 01/01/2004

SOCIETES CONSOLIDEES PAR INTEGRATION GLOBALE

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
Kompass France	France	100%	100%
PagesJaunes SA	France	100%	100%
Wanadoo Data	France	100%	100%

SOCIETES CONSOLIDEES PAR MISES EN EQUIVALENCE

Entreprise	Pays	Intérêt	Contrôle
Eurodirectory	Luxembourg	50%	50%